

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

INSTAGRAM

Iran : le régime face à un peuple en révolte

- **L'intervention américaine au Venezuela**
- **Le RN et le grand patronat**
- **La classe ouvrière chinoise**
- **La monarchie marocaine**
- **Joe Jacobs, *Nouvelles du ghetto***



L'intervention américaine au Venezuela
 Le RN et le grand patronat
 La classe ouvrière chinoise
 La monarchie marocaine
 Joe Jacobs, *Nouvelles du ghetto*

Manifestation à Téhéran, début janvier 2022

Au sommaire de ce numéro

Iran: en finir avec le régime et la domination impérialiste	1
Intervention américaine au Venezuela: un coup de force et un avertissement	6
Le RN, sur le chemin du pouvoir pour servir les intérêts du grand patronat	11
Chine: la classe ouvrière face au régime	17
La monarchie marocaine, rouage de l'impérialisme	23
Joe Jacobs, <i>Nouvelles du ghetto</i> : un militant communiste dans le Londres ouvrier de l'entre-deux-guerres	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087

BIC PSSTFRPPPAR

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
 93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail:

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Iran: en finir avec le régime et la domination impérialiste

La révolte démarée le 28 décembre par la grève des commerçants de Téhéran pour protester contre l'hyperinflation s'est rapidement étendue à l'ensemble du pays, touchant de multiples catégories sociales. Comme ils l'ont fait lors de chaque contestation, les dirigeants de la République islamique d'Iran ont répondu par une répression impitoyable qui aurait déjà fait plusieurs milliers de morts, peut-être plus de dix mille. À l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si «l'ordre règne à Téhéran». Mais, tôt ou tard, cette dictature obscurantiste et antiouvrière finira par tomber. Par quel régime sera-t-elle remplacée ? Comment les opprimés d'Iran, qui versent aujourd'hui leur sang, peuvent-ils changer leur sort et s'assurer un avenir meilleur ?

La révolte en cours est la quatrième depuis l'hiver 2017-2018. Si chacune des précédentes a fini par être brisée, au prix de milliers de morts, de dizaines de milliers d'arrestations, de condamnations à des années de prison et souvent à la peine capitale, cette répression n'a pas empêché que de nouvelles éclatent. À chaque fois, de nouvelles catégories sociales, parfois les mêmes, poussées à bout par les privations, la faim, les salaires impayés, les menaces de faillite, ou par le népotisme et l'arbitraire des autorités, par l'absence de liberté et de tout avenir, ont fini par se lever, prêtes à risquer leur vie ou leur liberté. Entre deux mouvements, les luttes des travailleurs, dont chaque combat sur le terrain économique devient politique parce qu'il se heurte aux dignitaires du régime, n'ont jamais cessé. Dans le secteur pétrolier, les transports, la production sucrière, les usines de tracteurs, la santé, l'enseignement, des salariés se sont battus pour toucher leur salaire, sauver leur emploi ou obtenir leur titularisation ; des petits producteurs ont dénoncé les volées d'eau qui détournent des rivières jusqu'à les assécher ; des petits épargnants, ruinés par les faillites organisées de banques



COMMONS

Un manifestant a arraché du drapeau iranien le symbole du régime des mollahs.

locales, ont manifesté pour récupérer leurs économies.

Cette combativité et cette détermination ne peuvent que forcer le respect. Elles prouvent que si réactionnaire et répressive soit-elle, une dictature ne peut jamais empêcher indéfiniment les opprimés de se révolter. Et elle finit toujours par tomber.

Mais si l'on ne peut que souhaiter que la république islamique soit renversée le plus vite possible, sa chute ne suffirait pas à offrir un avenir meilleur aux classes populaires d'Iran. Car il ne suffit pas aux opprimés de renverser une dictature pour changer leur sort.



DES RÉVOLTES CONTRE LE CHAH À CELLES CONTRE L'AYATOLLAH

La population iranienne l'a cruellement expérimenté à ses dépens : le régime des mollahs, aujourd'hui haï, est arrivé au pouvoir en s'appuyant, en 1978-1979, sur la révolte de tout un peuple contre la dictature pro-américaine du chah. Malgré les sacrifices consentis, les milliers de manifestants abattus par l'armée, l'immense combativité des classes populaires, le rôle déterminant des ouvriers, en particulier ceux du pétrole, la révolte populaire fut canalisée, détournée et désarmée par les islamistes de Khomeini. Pour parvenir au pouvoir, celui-ci profita des illusions semées, parmi les travailleurs et les masses pauvres, par les organisations de gauche, qui se rangèrent derrière cet ayatollah au nom de l'unité contre la monarchie allant jusqu'à le présenter comme le « phare du peuple ». Il profita, en outre, du soutien explicite des dirigeants impérialistes, incarnés par Carter, Schmidt, Callaghan et Giscard d'Estaing qui, lors d'une rencontre en Guadeloupe les 5 et 6 janvier 1979, décidèrent de lâcher le chah et facilitèrent le retour d'exil de Khomeini pour lui permettre de prendre la tête de l'État.

Né en prétendant défendre les pauvres contre les riches et en exploitant les sentiments anti-impérialistes de la

population, le régime des mollahs est devenu le défenseur impitoyable des privilégiés iraniens en même temps qu'un élément de l'ordre impérialiste. Les deux piliers du régime, les religieux et les Gardiens de la révolution – les mollahs et les pasdarans – prêchent la morale à la population, imposent le port du voile aux femmes et réprient celles qui refusent de se soumettre, tout en vivant dans le luxe et en singeant en privé les mœurs occidentales. Ils plongent la population dans le dénuement et les privations tout en pillant les ressources du pays et en accumulant les dollars sur des comptes à l'étranger. Ils font crier « mort à l'Amérique » dans les rassemblements qu'ils

organisent, tout en envoyant leurs enfants étudier en Amérique du Nord et en collaborant avec les États-Unis pour assurer l'ordre en Irak.

Quarante-sept ans après la chute du chah, le régime fondé par Khomeini est aujourd'hui menacé de subir le même sort. Affaibli par les mobilisations qui se succèdent depuis dix ans et qui rétrécissent de plus en plus sa base sociale, il l'est aussi par l'embargo réactivé en septembre 2025 par les dirigeants américains et européens, par la guerre menée par Israël contre les alliés de l'Iran, au Liban et au Yémen, par la chute de Bachar el-Assad en Syrie, par la guerre de douze jours menée en juin 2025 par Israël et les États-Unis.



Le « vendredi noir » : 8 septembre 1978, le chah fait tirer sur les manifestants. De leurs rangs émerge un portrait de Khomeini.



Une des innombrables manifestations nocturnes, ici à Machhad, le 8 janvier.

Ces pressions et ces interventions militaires n'ont évidemment rien à voir avec la défense de la population iranienne, première victime des embargos et des bombardements. Il faut le cynisme de Trump, chef de l'impérialisme et à ce titre directement responsable des souffrances des peuples, spécialement au Moyen-Orient, en Palestine, en Irak, en Syrie, pour se poser en sauveur du peuple iranien. Ce que les dirigeants de l'impérialisme reprochent aux dirigeants de la république islamique est de ne pas être assez soumis aux intérêts de leurs compagnies pétrolières et de leurs capitalistes. Malgré ces relations tendues, ils partagent la même crainte face aux révoltes populaires. Les uns font tirer sur leur peuple, les autres, en réalité, en sont complices. Ils manœuvrent en coulisse pour

tenter de faire émerger une alternative au pouvoir de Khamenei tout en menaçant d'une intervention militaire.

Toute solution imposée par en haut, qu'elle le soit par les armes ou par de telles manœuvres, tout homme providentiel qui pourrait être propulsé sur le devant de la scène, qu'il s'agisse de Reza Pahlavi, le fils de feu le chah opportunément sorti de son exil doré, d'un réformateur du type de Hassan Rohani en rupture avec l'ayatollah Khamenei ou d'un officier supérieur des passdarans qui réalisera un coup d'État avec le soutien des États-Unis, aura pour objectif de faire rentrer la population dans le rang pour faire perdurer son exploitation et de mettre en place un régime bien plus soumis à l'impérialisme.

C'est aussi la dure leçon de

tous les mouvements de révolte qui ont eu lieu dans le monde depuis quinze ou vingt ans.

DES RÉVOLTES NOMBREUSES, MAIS POUR QUELLE PERSPECTIVE ?

Des « printemps arabes » de 2011 aux révoltes dites de la Gen. Z en 2025, au Népal, à Madagascar et au Maroc, en passant par celles de 2019 en Irak, au Soudan, au Liban, en Algérie, puis au Bangladesh en 2024, les peuples n'ont cessé de se révolter contre les régimes qui les maintiennent dans la pauvreté, les privent d'avenir et de liberté. Si la détermination et le courage n'ont jamais manqué, à chaque fois ces révoltes ont mené à des situations pour le moins décevantes. Quand elles n'ont pas été écrasées dans le sang, transformées en guerre civile au cours de laquelle les différentes puissances régionales et leurs parrains occidentaux ont jeté de l'huile sur le feu, elles ont été récupérées par un opposant revenu d'exil, un officier ou un cadre du régime se posant en homme providentiel, dénonçant le dictateur en place ou les politiciens déconsidérés par leur passage au pouvoir. Les têtes au sommet de l'État ont parfois changé, mais pas le sort des exploités. Le même scénario n'a cessé de se répéter car il existe une infinité de forces politiques prêtes à exploiter ces mouvements, à les canaliser pour finalement les engager dans une impasse.

Pour qu'il en soit autrement, pour que l'énergie et les sacrifices déployés au cours de ces soulèvements ne soient pas vains, ceux qui se soulèvent doivent trouver une véritable direction politique révolutionnaire. Jusqu'à présent, celle-ci a fait défaut, et c'est vrai dans l'actuel mouvement en Iran. Et c'est seulement du sein de la classe des travailleurs qu'une telle direction peut émerger autour de l'objectif de prendre conscience la tête de la révolte, avec sa propre organisation et ses propres objectifs politiques.

Lors des multiples mouvements de contestation des dernières années, les travailleurs



NCHI

Des grèves sur plusieurs sites pétroliers, contre la précarité, les bas salaires, en 2024.

ont toujours été présents mais sans apparaître vraiment en tant que classe. Ils ont agi sans la conscience du rôle fondamental qu'ils peuvent jouer pour entraîner derrière eux toutes les couches opprimées de la société ; sans la conscience que, derrière le régime qui les opprime, se tient la bourgeoisie, le système capitaliste et l'impérialisme dans son ensemble. Car c'est l'impérialisme qui domine la planète, pille partout les richesses produites par les travailleurs pour assurer les profits des groupes capitalistes les plus puissants et entretient partout des régimes dictatoriaux pour asservir les peuples.

L'aspiration élémentaire à nourrir sa famille, à se loger sous un vrai toit, à ne plus subir la loi des bandes armées, l'aspiration aux libertés démocratiques, au droit de vivre à sa guise et de s'exprimer comme on veut, se heurte à un mur dans tous les pays pillés par l'impérialisme. Satisfaire cette aspiration était déjà impossible à l'époque des révoltes anticoloniales, dans les années 1950-1960, quand l'économie capitaliste mondiale était dans une phase de relatif développement. Cela l'est encore moins dans cette période de crise économique aiguë, au cours de laquelle la rivalité entre capitalistes pour se partager la plus-value intensifie partout la guerre de classe contre les travailleurs,

conduit à la guerre tout court et amène au pouvoir des régimes autoritaires, y compris dans les vieilles puissances impérialistes.

Le sort des exploités ne peut pas changer en profondeur tant que durera la domination de la bourgeoisie sur le monde. Mais cette domination n'est pas une fatalité. Elle repose sur l'exploitation de centaines de millions de travailleurs partout dans le monde. Ces travailleurs ont été concentrés pour les besoins du capital. Ils sont reliés entre eux par les mille liens de la production et de l'économie capitalistes. Les travailleurs d'Iran, ceux du golfe Persique voisin, du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie centrale, comme les travailleurs des métropoles impérialistes, ne forment qu'une seule et même classe ouvrière internationale.

EN IRAN ET AILLEURS, LA FORCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

En Iran, en raison de son industrie développée, la classe ouvrière est nombreuse, souvent concentrée dans de grands complexes industriels. Elle a montré à plusieurs reprises qu'elle représente une force capable d'initiative. En 1978-1979, la mobilisation et les grèves des travailleurs ont été décisives pour faire tomber le chah. Dans de nombreuses

usines, en particulier dans le secteur pétrolier, les travailleurs avaient créé des *chouras*, des conseils ouvriers, pour s'organiser et se défendre face à l'armée. Alors que les organisations qui avaient la confiance des travailleurs représentaient Khomeini comme un homme de leur camp, aucune n'a milité pour que ces conseils ouvriers deviennent une direction politique alternative aux dirigeants islamistes. Dans les années suivantes, Khomeini les a dissous, après avoir interdit les grèves et a fait assassiner les militants ouvriers.

Toutes ces dernières années, dans diverses grandes branches industrielles du pays, le sucre, le pétrole, le transport, la métallurgie, la classe ouvrière a su faire surgir de ses rangs, malgré la dictature, des militants capables de l'aider à combattre l'exploitation et à s'organiser en construisant des syndicats clandestins, des comités de grève, ou encore des conseils de travailleurs dans des usines confrontées à la privatisation et à des plans de licenciement, comme la sucrerie de Haft Tapeh et l'aciérie d'Ahvaz.

Dans le mouvement en cours, une déclaration signée par les conseils ouvriers de trois usines d'Arak, capitale de la province de Markazia, a été diffusée par un journal communiste turc. Si l'on ignore tout de la réalité de ces conseils ouvriers d'Arak, cet appel indique que, au moins

DR



Grévistes de la sucrerie de Haft Tapeh,
pour le renvoi de directeurs et contre la privatisation, en 2019.

localement, des militants cherchent à organiser les travailleurs sur une base de classe. Ce texte affirme : « *Nos usines sont notre foyer à tous* » et appelle les habitants à créer des conseils de quartier « *pour organiser la sécurité et l'approvisionnement* » avant de conclure : « *Le règne des patrons et des mollahs est révolu.* » Il introduit aussi une question cruciale, celle de la défense physique de la population face à l'armée, en s'adressant aux soldats pour qu'ils « *ne soient pas les assassins de leurs pères* » et en présentant les usines comme des lieux de sécurité pour les habitants des quartiers populaires.

Face à un régime qui fait tirer contre sa population avec des armes de guerre, la question de l'armement du peuple se pose inévitablement. En janvier 1905, après que le tsar de Russie eut fait tirer sur une manifestation

pacifique des ouvriers de Saint-Pétersbourg, Lénine écrivait : « *Plus tôt le prolétariat réussira à s'armer, plus longtemps il se maintiendra sur ses positions de combat, ses positions de gréviste révolutionnaire, et plus vite on verra flétrir la troupe, plus il se trouvera parmi les soldats des hommes comprenant enfin ce qu'ils font, prenant parti pour le peuple contre les scélérats, contre le tyran, contre les assassins des ouvriers sans défense, de leurs femmes et de leurs enfants.* »

Mais si la question de l'armement est essentielle, elle ne peut être séparée de celle de la direction politique du mouvement. En 2011 en Syrie, face à la violente répression des manifestations par le régime, des armes ont rapidement surgi, mais elles sont restées entre les mains de milices de diverses obédiences et la révolte populaire a débouché sur

une guerre civile dont la population été la principale victime. La question la plus fondamentale est celle de la direction politique. Si des conseils ouvriers se généralisaient en Iran – comme ce fut le cas en 1979 mais ce dont nous n'avons pas le moindre indice aujourd'hui –, la question serait alors qu'ils se dotent d'un organisme capable de devenir une direction politique, de se porter à la tête de la révolte, contre toutes les forces sociales et les tendances hostiles, qui peuvent aller des islamistes en rupture avec le régime jusqu'à des agents de l'impérialisme, sans oublier les tendances centrifuges venant d'organisations s'appuyant sur les diverses minorités nationales qui composent l'Iran. Cela suppose qu'existe une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste capable de défendre coûte que coûte cette politique.

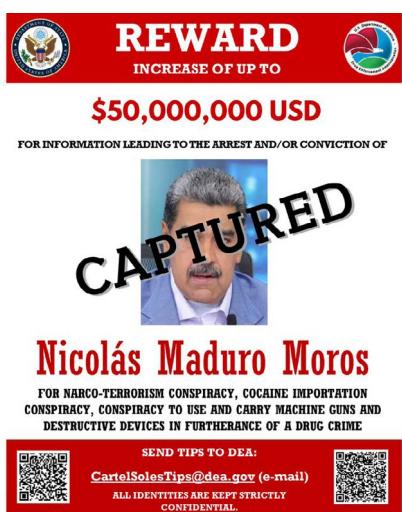
La révolution russe de 1917 a « ébranlé le monde » parce que le Parti bolchevique a milité pendant neuf mois, envers et contre tous les autres partis, pour que les conseils ouvriers, les soviets mis en place spontanément par les ouvriers et les soldats en février 1917, prennent tout le pouvoir et abattent le vieil appareil d'État. Pour que les révoltes des peuples ne finissent pas tragiquement les unes après les autres, mais débouchent sur de véritables révolutions, il faut que renaissent des partis s'appuyant sur l'expérience bolchevique et une internationale communiste et révolutionnaire.

14 janvier 2026



Intervention américaine au Venezuela: un coup de force et un avertissement

L'armée américaine est intervenue directement au Venezuela dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026. Ce qu'on serait tenté de nommer «opération militaire spéciale», selon le vocabulaire de Poutine, se situe quelque part entre une guerre et un raid. Nicolas Maduro, le président du Venezuela, a été capturé et emmené à 3 500 kilomètres de là, aux États-Unis, rappelant des épisodes des conquêtes coloniales européennes. Au travers de cette intervention, Trump non seulement affirme, comme il le fait depuis un an, le droit du plus puissant impérialisme de la planète à punir un régime qui ne lui convient pas, mais il le fait concrètement.



Les États-Unis avaient offert 50 millions de dollars pour la capture de Maduro.

Depuis qu'il est de retour à la Maison Blanche, Trump s'en est pris au Venezuela et en premier au million de Vénézuéliens vivant aux États-Unis, cibles de sa démagogie xénophobe et privés depuis le 7 novembre 2025 du statut légal qui protégeait ceux qui sont des réfugiés. Il a accumulé des forces militaires considérables dans les Caraïbes, dont démonstrativement le plus grand porte-avions du monde. Depuis septembre 2025 la marine américaine a coulé des dizaines de bateaux accusés de transporter de la drogue, tuant plus d'une



centaine de leurs membres d'équipage, achevant certains survivants naufragés. Fin novembre l'espace aérien du Venezuela a été fermé. En décembre Washington a décrété un blocus

naval total et s'est mis à arraissonner des pétroliers quittant les ports vénézuéliens, les hydrocarbures étant certainement un enjeu plus sérieux que la drogue aux yeux de l'État américain.

WALTER VARGAS



Hugo Chavez en 2012.

LE PRÉTEXTE DU TRAFIC DE DROGUE

Car la prétendue lutte contre le trafic de drogue n'est qu'un prétexte. Certes il est possible que l'entourage de Maduro, et peut-être lui-même, se soit enrichi en couvrant des trafiquants. Mais en Amérique latine le Venezuela n'est ni le principal producteur de cocaïne – c'est la Colombie –, ni le principal pays de transit vers les consommateurs américains – c'est le Mexique. Parmi les stupéfiants qui ont ces dernières années détruit « les vies de centaines de milliers d'Américains », comme aime à le rappeler Trump, il faut compter les drogues de synthèse venues d'Asie, et surtout les opioïdes, antidouleurs commercialisés légalement par de grandes entreprises pharmaceutiques responsables de tant d'overdoses que l'espérance de vie a baissé aux États-Unis.

Si Trump était vraiment en guerre contre le trafic de drogue, aurait-il gracié fin 2025 Juan Orlando Hernandez, ex-président du Honduras, qui purgeait une peine de 45 ans de prison aux États-Unis pour un trafic de drogue bien plus réel que celui qui est imputé à Maduro ?

Au 19^e siècle la puissante marine britannique menait ses opérations de brigandage au nom de

la lutte contre le trafic d'esclaves, après que la Grande-Bretagne l'eut elle-même pratiqué pendant des siècles. Aujourd'hui le narcotrafic est un prétexte commode utilisé par les États-Unis pour renforcer leur emprise sur le continent américain. La lutte contre le terrorisme leur sert également de bannière. C'est ainsi que Maduro se retrouve accusé d'être un « narcoterroriste ».

Ce qui gênait réellement Washington, bien avant l'arrivée de Trump au pouvoir, c'est le régime nationaliste « bolivarien » dont s'est doté le Venezuela lorsque Hugo Chavez a été élu à la tête du pays fin 1998. Cet ancien officier avait su s'appuyer sur les couches pauvres de la population pour imposer aux trusts américains un partage de la manne pétrolière un peu moins défavorable à l'État vénézuélien. Sa popularité indéniable, renforcée par des programmes améliorant la santé et l'éducation, notamment grâce à la redistribution d'une partie des richesses générées par l'exploitation pétrolière, lui avait permis de résister à des tentatives de coup d'État et de déstabilisation, orchestrées avec l'appui des États-Unis de Clinton, Bush et Obama, avant l'ère de Trump et Biden.

Maduro est arrivé au pouvoir en 2013 à la mort de Chavez. Aussitôt son régime a été

percuté par les sanctions économiques décidées par Obama, suivies d'un blocus. Ces attaques s'ajoutant à une baisse des prix du pétrole, le Venezuela s'est enfoncé dans des difficultés économiques croissantes, entraînant un appauvrissement de la population, et amenant 8 millions de Vénézuéliens – un quart de la population – à quitter le pays, et à émigrer majoritairement vers les pays d'Amérique latine dont ils parlent la langue.

L'AVENIR DU VENEZUELA SOUS LA BOTTE IMPÉRIALISTE

En dépit du kidnapping de son chef, l'État vénézuélien ne s'est pas effondré. La vice-présidente, Delcy Rodriguez, s'est installée au pouvoir à Caracas, appuyée par son frère qui est à la tête du Parlement et surtout avec l'assentiment des dirigeants de l'armée. Le régime se survit, bien que sous la menace permanente de l'armada américaine qui assiège ses côtes.

Certes le régime est aujourd'hui plus usé, plus corrompu et plus autoritaire que, lorsqu'il y a deux décennies, Chavez avait réussi à déjouer plusieurs coups d'État. Mais l'opposition vénézuélienne ne bénéficie probablement pas d'une plus grande assise dans la population ou dans l'appareil d'État. En tout cas, pas assez pour que Trump décide de hisser un de ses dirigeants au pouvoir.

La déception doit être grande pour la principale opposante, Maria Corina Machado, qui avait appelé les États-Unis à envahir son pays et applaudi à l'enlèvement de Maduro. Elle n'a pourtant pas ménagé ses efforts pour servir de carpette à Trump, lui dédiant son récent prix Nobel de la paix, jusqu'à se dire prête à le lui donner.

Trump clame que les États-Unis « vont diriger » le Venezuela. Son intention est claire mais sa mise en œuvre plus délicate. Avec toute leur puissance, les forces armées américaines sont capables d'envahir un pays et de détruire son État. Ce qu'elles n'ont pas fait – ou pas encore – au



La nouvelle présidente du Venezuela, Delcy Rodriguez, aux côtés des familles de la centaine de victimes du raid américain.

Venezuela, mais ce qu'elles ont fait en Afghanistan en 2002 et en Irak l'année suivante. Dans ces deux pays, elles ont bataillé pendant près de vingt ans et ont été obligées d'en partir sans avoir pu bâtir un régime stable à leur service. Elles ne le pourraient pas plus aisément en Amérique latine aujourd'hui.

Ce qui semble se dessiner, c'est un contrôle par les États-Unis de tous les débouchés de l'économie vénézuélienne. Plus aucun pétrolier, plus aucun cargo, ne peut prendre le large depuis les côtes vénézuéliennes ou y accoster sans que la marine américaine ne donne son autorisation. Sinon elle peut couler ou saisir tout navire. Dans l'Atlantique nord, à plus de 6 000 kilomètres de côtes vénézuéliennes qu'il n'avait pu approcher, un pétrolier russe en a fait les frais, arraisonné le 7 janvier.

Traduisant ce que Trump entend par « diriger » le Venezuela, Stephen Miller, le chef de cabinet adjoint de la Maison-Blanche, l'a explicité : « *Nous fixons les termes et les conditions. Nous pratiquons un embargo complet sur leur pétrole et leur capacité à commercer. Donc pour commercer, ils ont besoin de notre permission. Pour faire fonctionner leur économie, ils ont besoin de notre permission. Donc les États-Unis commandent, ils dirigent ce pays.* » L'impérialisme expliqué par un de ses promoteurs...

Il est possible que Delcy Rodriguez, bien que représentant la continuité du régime bolivarien, devienne l'instrument de cette vassalisation, qu'elle le veuille ou

qu'elle soit contrainte de l'accepter. Trump l'a menacée : « *Si elle ne fait pas ce qu'il faut, elle va payer un prix très cher, probablement plus élevé que Maduro.* » Ce à quoi elle a répondu : « *Nous invitons le gouvernement américain à travailler conjointement à un agenda de coopération.* » Pour le moment Trump semble s'en satisfaire : « *Elle nous donne tout ce qu'on considère comme nécessaire.* »

Delcy Rodriguez a déjà fait preuve de souplesse vis-à-vis de Trump. En 2017, alors qu'elle était ministre des Affaires étrangères, elle avait poussé à la reprise des relations avec les États-Unis : la compagnie pétrolière Citgo, de droit américain et filiale de la compagnie d'État du Venezuela PDVSA, avait contribué à hauteur de 500 000 dollars à l'organisation de la cérémonie d'investiture du premier mandat de Trump.

Aujourd'hui, le gouvernement vénézuélien est sommé de se soumettre lorsque Trump proclame que l'argent du pétrole ne pourra être utilisé qu'à acheter des marchandises américaines. Tout comme la Grande-Bretagne au 18^e siècle obligeait ses dépendances à ne commercer qu'avec la métropole, jusqu'à ce que treize de ses colonies américaines se révoltent et arrachent leur indépendance.

LA MAINMISE SUR LE PÉTROLE

Les gisements d'hydrocarbures du Venezuela – probablement les plus importantes réserves mondiales – constituent une richesse potentielle considérable et un des motifs de l'agression des États-Unis. Les compagnies pétrolières américaines ont toujours considéré ces réserves comme les leurs. Pendant près d'un siècle elles ont pompé ce pétrole brut et l'ont transporté de l'autre côté de la mer des Caraïbes et du golfe du Mexique, que Trump a renommé « golfe de l'Amérique », vers le Texas et la Louisiane où elles ont construit des raffineries adaptées à ce pétrole lourd.

Quel profit en a tiré la population vénézuélienne dont le pays a stagné dans la pauvreté et le sous-développement ? Presque aucun. Et c'est pourtant elle que Trump accuse d'avoir « *volé notre*



Ouvriers du pétrole vénézuéliens.

pétrole», se plaignant que « nous avons construit l'industrie pétrolière là-bas et ils nous l'ont prise comme si on n'était rien ». L'imperialisme américain n'a digéré ni la première nationalisation du pétrole en 1975, qui n'a pas empêché les négociations lorsque de nouveaux gisements ont été découverts et à nouveau exploités par les trusts américains; ni la seconde trente ans plus tard, lorsque Chavez leur a imposé un bras de fer. En 2007, deux d'entre eux ont préféré quitter le Venezuela, abandonnant leurs infrastructures vieillissantes plutôt que d'en tirer un profit moindre, pendant que Chevron – avec l'assentiment des autorités américaines – a accepté jusqu'à ce jour de coopérer avec Caracas, usant au maximum les puits et plateformes existantes sans investir. La production de brut du Venezuela a été divisée par presque trois en dix ans, stagnant aujourd'hui autour de 1 million de barils par jour, soit 1 % de la production mondiale alors que ce pays dispose de 17 % des réserves planétaires.

Trump veut croire qu'à présent que Maduro est incarcéré à New York, les trusts pétroliers vont se précipiter pour relancer l'exploitation de l'or noir du Venezuela. Mais cela ne semble pas être le cas car, après une décennie de sanctions économiques, cela nécessiterait des investissements considérables. Ces capitalistes hésitent d'autant plus que l'intervention de l'armée américaine a plutôt accru l'instabilité. Par ailleurs la production de pétrole est relativement abondante à l'heure actuelle et donc le prix du baril bas, ce qui n'incite pas les compagnies à ajouter d'autres capacités excédentaires sur le marché mondial.

Lors d'une réunion à la Maison-Blanche le 9 janvier, le PDG d'Exxon, la plus grande compagnie pétrolière américaine, a expliqué à Trump que le Venezuela n'était pas un pays d'investissements réalisables à ce jour. Ce qui lui a valu d'être traité de « *stupide* » en public par le président.

Ce manque d'enthousiasme des majors pétrolières à faire suivre d'actes les déclarations de Trump l'a poussé à proclamer



DÉPARTEMENT DE LA GUERRE DES ÉTATS-UNIS

La marine américaine, autour de son plus grand porte-avions, patrouille en mer des Caraïbes.

que le Venezuela, à genoux, allait lui livrer « *de 30 à 50 millions de barils de pétrole* ». On voit qui est le voleur.

Toutefois même si l'intervention militaire américaine ne débouchait pas sur l'appropriation directe du pétrole vénézuélien par les majors, il devient clair pour toutes les puissances rivales que les immenses réserves du pays devront être exploitées sous le contrôle de Washington. La volonté de remettre la main sur cette matière première primordiale, indépendamment des profits immédiats que pourraient en tirer les capitalistes en cour auprès de Trump, montre la préoccupation de l'impérialisme américain d'assurer ses positions stratégiques face aux autres grandes puissances.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN MONTRE SA FORCE...

L'autre raison de l'enlèvement de Maduro – la principale probablement – est d'infliger une leçon aux États du continent américain et au-delà : l'armée américaine peut se permettre d'intervenir n'importe où, comme elle l'a fait l'an dernier de la Syrie au Nigeria, en passant par le Yémen et l'Iran, sans compter l'appui sans faille aux guerres que mène l'armée israélienne. Immédiatement après le coup de force à Caracas, les pressions américaines ont été renouvelées sur le Groenland, la Colombie et peut-être le plus

immédiatement sur Cuba, qui échappe à l'influence de Washington depuis que Castro y a pris le pouvoir en 1959.

Se préparant à affronter des puissances rivales situées sur d'autres continents, l'impérialisme américain veut forcer les membres de sa zone directe d'influence à resserrer les rangs autour de lui. Malheur au chef d'État qui voudrait lui résister et refuserait de tourner le dos à la Chine ou à la Russie : la cellule voisine de celle de Maduro pourrait être sa prochaine demeure. Au printemps 2025, les dirigeants du Panama s'étaient inclinés devant la vente forcée à un opérateur américain d'installations portuaires appartenant à une entreprise chinoise.

La récente et très visible démonstration de force a été infligée presque sans tenir compte des efforts du pouvoir vénézuélien pour y échapper. Subissant des pressions grandissantes contre son pays, Maduro avait tenté de se rapprocher de Trump dès octobre 2025. Selon le *New York Times*, il avait proposé de transférer les champs pétrolifères vénézuéliens aux compagnies américaines et de rompre les relations commerciales avec la Chine, la Russie, l'Iran et Cuba. C'est d'ailleurs une décennie de sanctions imposées par Washington qui avait poussé le Venezuela à se tourner vers ces pays pour survivre économiquement. S'adressant à un journaliste, Trump avait

confirmé ces informations en déclarant le 17 octobre à propos de Maduro : « *Il nous a tout offert. Vous avez raison. Vous savez pourquoi ? Parce qu'il ne veut pas déconner avec les États-Unis.* »

Il semble que Maduro ait de nouveau tenté de négocier avec Washington fin décembre. Mais une démonstration de force était nécessaire pour que Trump puisse déclarer avec vraisemblance, le 3 janvier 2026 : « *La domination américaine sur l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en cause.* » Dans la bouche des dirigeants de l'impérialisme américain, « l'hémisphère occidental » signifie le continent américain – additionné des océans Atlantique et Pacifique représentant ainsi la moitié du globe – opposé aux autres. C'est en ce sens que l'année 2026 débute par un pas de plus vers un affrontement mondial, les États-Unis réaffirmant leurs capacités militaires et leur poids sur leurs vassaux plus ou moins consentants.

Marco Rubio, à la tête du département d'État (le ministère des Affaires étrangères) des États-Unis, l'a exprimé clairement : « *Nous n'avons pas besoin du pétrole vénézuélien. Nous en avons plein aux États-Unis. Ce que nous ne pouvons tolérer c'est que l'industrie pétrolière du Venezuela soit contrôlée par les adversaires des États-Unis. [...] Nous ne tolérerons pas que l'hémisphère occidental soit une base d'opération pour les adversaires, les concurrents et les rivaux des États-Unis.* » Et de citer peu après la Chine, la Russie et l'Iran.

Pour éviter de braquer frontalement un électorat hostile aux guerres lointaines, les représentants de l'impérialisme américain font croire qu'ainsi il se replie sur son pré carré. Qu'elles qu'aient pu être les promesses électorales d'un Donald

Trump, ce n'est pas le cas : ce n'est pas pour menacer un pays d'Amérique latine récalcitrant qu'il vient de suggérer que le budget militaire des États-Unis, déjà énorme, augmente de 50 % l'an prochain. Il serait porté à 1 500 milliards de dollars, ce qui peut viser bien plus son rival chinois, dont le budget militaire 2025 représentait moins du tiers de celui de Washington.

Il serait futile de croire que la marche de plus en plus accélérée de l'impérialisme américain vers la guerre pourrait être entravée par le droit international que les impérialismes petits et moyens d'Europe évoquent, par exemple lorsqu'ils se sentent menacés par les visées américaines sur le Groenland. Le frein ne viendra pas plus de l'appareil d'État américain, car la politique de Trump – indépendamment de son caractère brouillon – est fondamentalement celle de la bourgeoisie américaine avide de préserver sa domination de la planète qu'elle juge menacée par la montée en puissance de la Chine : elle sait le faire comprendre à ses généraux, ses juges et ses politiciens démocrates ou républicains rivaux de Trump.

... MAIS RECÈLE UNE FAIBLESSE

Reste que la domination américaine rencontrera inévitablement la résistance d'États renâclant à se soumettre. Ce qui ne peut qu'engendrer de nouveaux conflits et peut-être une généralisation des guerres qui ensanglantent déjà des parties importantes de la planète.

Le seul élément en mesure d'arrêter cette course à l'abîme est la population des États-Unis et particulièrement son nombreux prolétariat. Car c'est lui

que la bourgeoisie américaine devra à un moment ou à un autre envoyer mourir sur les champs de bataille pour préserver sa domination mondiale et l'étendre. Les origines diverses de la classe ouvrière des États-Unis la mettent en bonne position – pour peu qu'elle en ait conscience – pour considérer les travailleurs des autres pays, sur tous les continents, comme ses alliés et sa propre bourgeoisie comme son ennemie. La tentative actuelle de Trump et de son administration de terroriser toute une partie du prolétariat en se lançant dans une chasse aux immigrés particulièrement voyante fait partie de la mise au pas de la population pour l'enrôler dans de futures guerres.

Or les aventures militaires précédentes de l'impérialisme américain, il y a plus d'un demi-siècle au Vietnam et plus récemment en Irak et en Afghanistan, se sont révélées des impasses non seulement militaires mais aussi politiques, faisant grandir l'hostilité à ces guerres aux États-Unis mêmes. La guerre du Vietnam notamment avait vu la résistance acharnée de sa population au colonialisme français d'abord puis à l'armée américaine. Cela avait provoqué d'importants troubles politiques au sein de la population américaine ainsi qu'un début de fissure entre la hiérarchie de l'armée impérialiste et les soldats qu'elle avait enrôlés par centaines de milliers.

C'est là le vrai talon d'Achille de l'impérialisme et plus généralement de la bourgeoisie : sa puissance repose en fin de compte sur les travailleurs qu'elle opprime et dont elle ne peut se passer ni sur les fronts militaires ni à l'arrière, et sur leur résignation. Tout peut dépendre de leur prise de conscience.

15 janvier 2026



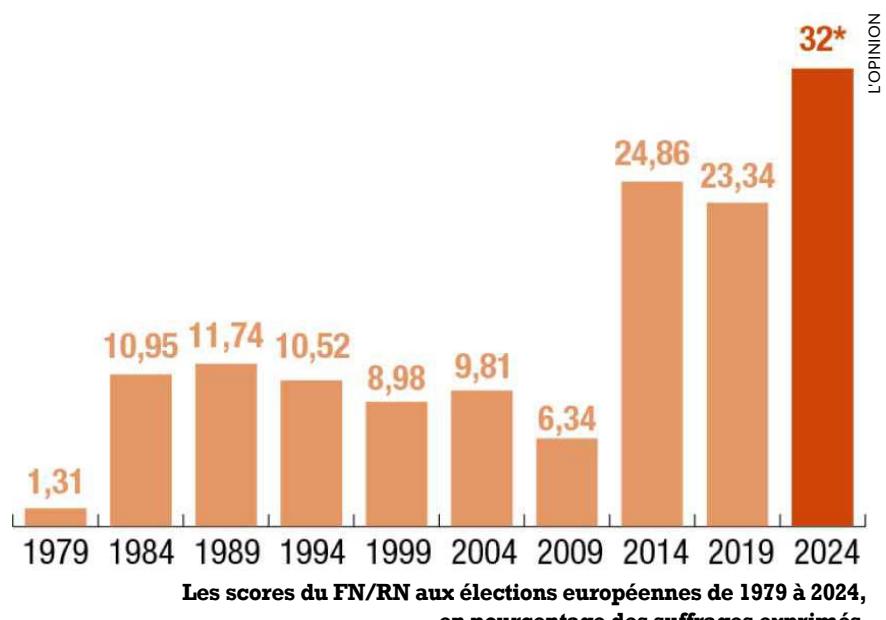
Le RN, sur le chemin du pouvoir pour servir les intérêts du grand patronat

Accroissant ses scores électoraux au fil des années, le RN est aujourd’hui le seul parti qui semble profiter du discrédit des partis représentés au Parlement. Espérant bientôt exercer le pouvoir, ses dirigeants s’y préparent, en particulier en multipliant les contacts avec la grande bourgeoisie pour la rassurer et être sûrs de son soutien.

Tout en se montrant le plus responsable possible vis-à-vis de la bourgeoisie, le RN ne veut pas perdre l’assise électorale qu’il a gagnée dans les fractions les plus modestes de la population. De ce point de vue, l’extrême droite se retrouve en quelque sorte dans la même situation que la gauche avant 1981 : elle doit donner le maximum de gages au patronat sans briser les espoirs et les illusions qu’elle a suscités depuis un quart de siècle.

DES LIENS ANCIENS AVEC LA PETITE BOURGEOISIE

Comme force politique organisée, l’extrême droite est restée longtemps marginalisée, cantonnée aux courants les plus réactionnaires du royalisme, des nostalgiques du pétainisme ou de l’Algérie française. La bourgeoisie française n’avait aucun besoin de recourir à ses nervis, disposant de forces politiques rodées à l’exercice et d’un appareil d’État solide ayant traversé, notamment au cours des années 1930 et 1940, bien des tempêtes politiques et sociales sans être véritablement ébranlé ni renouvelé. Seuls le Rassemblement populaire français (RPF) de De Gaulle au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, puis l’OAS, lors de la guerre d’Algérie, auraient pu constituer la



*Estimation IFOP-Fiducial du 9 juin à 21h24 - Source : ministère de l’Intérieur

base sociale et fournir les cadres d’un parti fasciste si la situation l’avait commandé.

L’extrême droite s’est malgré tout implantée de longue date au sein de certaines fractions de la petite bourgeoisie. En témoignent le mouvement poujadiste, formé autour de l’Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), dont Jean-Marie Le Pen fut un des 52 députés élus en 1956, puis la Confédération intersyndicale de défense et d’union nationale des travailleurs indépendants (Cidunati), rassemblée dans les années 1970 derrière le cafetier Gérard

Nicoud. Les actions spectaculaires, souvent violentes, de ces petits patrons contre des préfectures, des perceptions, etc., servaient d’exutoire à leur rage.

Fondé en 1970, le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen se fit le porte-parole de cette petite bourgeoisie ruminant son anti-communisme et son sentiment de déclassement social. Il s’en prit régulièrement à « l’étatisme prédateur », au « syndicalisme destructeur », au « libre-échange destructeur » prétendant vouloir « libérer les énergies productives » et restaurer « les valeurs de l’entreprise [...] sciemment détruites

FASCISTE ? AVENTURIER ? COMMUNISTE ?

NON !

UN HOMME LIBRE
qui parle, écrit, agit librement

Il EST DANGEREUX

POUR LA REPUBLIQUE DES COPAINS	PARCE QU'IL DIT « NON » A DE GAULLE.
POUR LA CONSTITUTION	PARCE QU'IL DENONCE LA DICTATURE DE L'ETAT.
POUR LES POLITICIENS	PARCE QU'IL EXIGE LA DISPARITION DES PARTIS.
POUR LES PROFITEURS	PARCE QU'IL RECLAME L'EQUALITE DES CHARGES.
POUR LES FAUX SYNDICALISTES	PARCE QU'IL DEVOILE LEUR COMPLICITE AVEC LE GOUVERNEMENT.
POUR LES NOUVEAUX FEODAUX	PARCE QU'IL DEFEND LES LIBERTES.
POUR LES EXPLOITATEURS DES CLASSES LABORIEUSES	PARCE QU'IL SOUTIENT LES TRAVAILLEURS.
POUR LE CAPITALISME INTERNATIONAL	PARCE QU'IL MET EN ACCUSATION LA HAUTE FINANCE.
POUR LES BRADEURS DU TERRITOIRE	PARCE QU'IL VEUT MAINTENIR L'EMPIRE.
POUR L'ETRANGER	PARCE QU'IL REPousse L'INGERENCE DE MOSCOU COMME DE WASHINGTON.

POUJADE FAIT APPEL A LA RESISTANCE

CONTRE le capitalisme international, véritable maître de la France et ses représentants dans les ministères.

CONTRE l'Etatisme des technocrates et la dictature qui n'ose pas dire son nom.

CONTRE l'abdication des élites, la complaisance des notables, la servilité des responsables syndicaux.

VOILA POURQUOI le gouvernement, les trusts, les bonzes politiques les syndicalistes alimentaires **FONT BARRAGE CONTRE LUI**

TRAVAILLEURS DE TOUS METIERS UNISSEZ - VOUS !

Imprimerie « Les Presses Rapides », 49, rue Emile-Zola, LIMOGES.

**Affiche du mouvement de Poujade en 1956
s'adressant aux «travailleurs de tous métiers».**

en France depuis trente ans »¹.

Les succès électoraux du FN, puis du RN, ont renforcé cette implantation et permis à l'extrême droite d'y tisser de véritables liens. Elle entretient, entre autres, des relations suivies avec l'Union des entreprises de proximité, qui regroupe 2,8 millions de TPE-PME dans l'artisanat, le commerce et les professions libérales, avec la Confédération nationale des buralistes et, dans un autre domaine, avec des syndicats de policiers, en premier lieu Alliance. Un milieu dont le RN tire encore l'essentiel de ses représentants sur le terrain et qu'il ne cesse de flatter. Lors de sa campagne de 2012, Marine Le Pen opposa ainsi à son tour

les « faux patrons », « sortis des grandes écoles », aux « vrais », « ceux des PME-PMI, qui ne sont jamais entendus ». Une façon ancienne pour l'extrême droite de se poser en défenseur du « petit », voire du peuple, contre le gouvernement, l'Europe, la concurrence étrangère, l'immigration, les normes, etc, tout en dédouanant l'organisation capitaliste de la société.

Au sein du monde agricole, le RN a également multiplié et consolidé ses relais, organisant de façon très médiatisée des visites ou des meetings, les bottes aux pieds. Il y a taillé des croupières à la droite, dont c'était depuis des décennies la base électorale, mais aussi à la gauche, là

où elle y disposait encore de réseaux, comme dans le Limousin ou le Sud-Ouest. Reflet de cette percée, le RN a obtenu plus de 42 % des voix dans les communes de moins de 1 000 habitants au premier tour des législatives de 2024, notamment dans les zones les plus touchées par la crise agricole. Dans plusieurs départements, des responsables de la Coordination rurale ne cachent plus leur proximité avec le RN, voire se présentent sous ses couleurs. Serge Bousquet-Cassagne, dirigeant de ce syndicat dans le Lot-et-Garonne et patron de la chambre d'agriculture locale, connu pour ses déclarations fracassantes et des actions d'éclat, en est un parfait exemple. En novembre 2024, appelant à jeter le code du travail à la poubelle, ainsi que le RSA et le smic, pour « remettre les Français au travail », il avait accueilli Bardella par un : « Tu es notre dernier espoir. » Selon une étude de juin 2024, deux tiers des sympathisants de la Coordination rurale envisageaient alors de voter pour une des listes d'extrême droite.

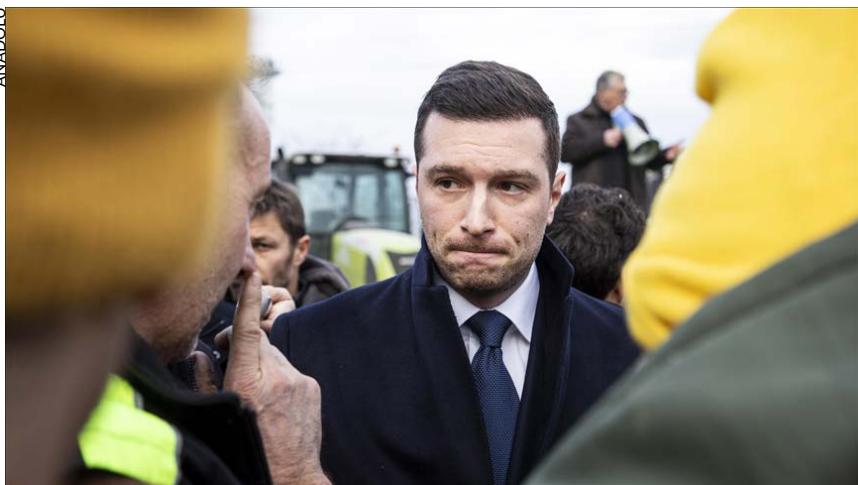
Cette base turbulente actuellement en lutte pour arracher le leadership du monde agricole à la FNSEA, historiquement liée à la droite et à l'agrobusiness, n'est certes pas sans poser problème aux dirigeants du RN, comme l'a montré leur position embarrassée vis-à-vis des protestations paysannes engagées à la fin de l'année 2025. Le RN doit imposer son image de partenaire fiable, partisan et facteur d'ordre social, et n'entend se mettre à dos ni ce syndicat patronal encore majoritaire ni les industriels du secteur.

L'ENJEU DES MUNICIPALES ET D'UNE IMPLANTATION LOCALE

S'implanter à l'échelle municipale peut être un enjeu important pour les partis qui aspirent à diriger les affaires de la bourgeoisie et donc pour le RN. C'est grâce aux liens tissés à cette échelle au fil des décennies, aux relations d'affaires, aux rencontres, aux

1 Discours devant la Confédération des petites et moyennes entreprises (CGPME) en 2007.

ANADOLU



Bardella sur un rassemblement d'agriculteurs, en Alsace, début janvier.

contacts personnels, voire aux éventuels mariages, que les partis traditionnels de droite comme de gauche ont pu conserver une assise et un certain crédit auprès de la bourgeoisie malgré leur discrédit auprès de l'opinion publique.

Or, le RN manque d'implantation dans les villes de plus de 100 000 habitants, où se nouent puis s'entretiennent ces relations et où se qualifient les cadres des partis bourgeois. Perpignan est la seule dans son giron, alors que LR (et apparentés), comme le PS, en disposent encore de 14 chacun. D'autres villes avaient été prises par le FN en 1995, dont Toulon, mais il s'agissait de communes un peu moins peuplées, et dont les maires ont été sanctionnés par la justice pour des malversations. En 2020, le RN a certes ajouté trois villes de plus de 30 000 habitants à son tableau, mais les LR et la droite, pourtant laminés aux élections nationales, en dirigent toujours 141. En présentant 600 listes, comme en 2020, le RN, qui est arrivé en tête dans 93 % des communes aux européennes de juin 2024, espère capitaliser et arracher des villes comme Toulon, Calais, Lens, Martigues ou Narbonne. Mais il est sans doute encore loin de pouvoir tisser sa toile sur l'ensemble du territoire et dans les plus grandes villes.

Longtemps privé de tout accès au Parlement, par le jeu du mode de scrutin et une forme de barrage dit « républicain » assuré par les partis de gauche et de droite, il dispose en revanche de 124 députés à l'Assemblée nationale (contre 88 en 2022), qui

sont déjà autant de porte-parole et d'éclaireurs en direction du monde patronal, de clubs, de cercles plus ou moins influents comme les Rotary et les Lions Club, les chambres de commerce et d'agriculture, voire les notaires et les avocats. Ces élus multiplient les contacts et sollicitent désormais directement des suggestions d'amendements ou de propositions de lois confortant tel ou tel secteur, transposées ensuite par « copier-coller ». Lors des discussions sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, le site Blast relevait ainsi : « *Tous les corps de métier ou presque ont eu droit à leur amendement. Les pharmaciens ont été particulièrement choyés, à l'instar de l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (USPO). La liste est longue des amendements travaillés à quatre mains. On pourrait citer, pêle-mêle, ceux coproduits avec le Syndicat national de l'orthopédie française (SNOF), la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération hospitalière de France (FHF), le réseau Unicancer, le Syndicat national des radiothérapeutes oncologues (SNRO) ou encore le Syndicat national des ophtalmologues de France (SNOF).* »

Certains des élus du RN ou de ses cadres dirigeants sont d'ailleurs eux-mêmes issus du monde patronal, à l'instar d'une Sophie Dumont, ancienne secrétaire générale de la Fédération française des industries de santé, l'une des dix plus grosses fédérations du Medef. En somme, le RN est désormais un parti pleinement intégré à la vie politique de la République et à ses mœurs !

FN, RN : DES MARGES DE LA POLITIQUE AUX MARCHES DU POUVOIR...

Cette absence relative de réseaux éprouvés et de carnets d'adresses rendait d'autant plus impérative l'opération de « dédiabolisation » du RN et la cour assidue qu'il fait désormais au grand patronat et à ses représentants officiels ou officieux.

Le RN avait, en outre, assis ses succès électoraux en maintenant un flou sur ses projets en matière économique, notamment sur la question des retraites, au point d'être accusé par Éric Zemmour de préconiser des mesures de gauche. Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie, appelait encore les chefs d'entreprise en juin 2024 à rejeter un programme « *purement et simplement marxiste* »... Une accusation risible mais que Jean-Marie Le Pen n'avait pas encore essuyée.

Jusqu'aux années 1990, le FN et son chef s'étaient en effet affirmés fièrement libéraux et défenseurs du capitalisme, prenant en modèle la politique menée au Royaume-Uni par Margaret Thatcher et aux États-Unis par Ronald Reagan. Se posant en adversaire d'un État prétendument pléthorique et inefficace, Le Pen père fustigeait un « *système d'inquisition fiscale comparable à la Gestapo* » dont les entreprises étaient victimes. Il plaida par ailleurs, jusqu'en 2007, pour une retraite à 65 ans, alors qu'elle était fixée à 60 ans.

C'est en rompant partiellement



avec ce discours que le FN, puis le RN, ont pu bénéficier pleinement du discrédit des gouvernements de gauche et de droite comme du dégoût de leur électorat, et gagner en influence dans les rangs ouvriers et populaires.

Dans son programme de 2011, le RN prétendait ainsi « *revaloriser le travail dans la répartition des richesses produites* » et « *répondre à l'injustice sociale* ». Singeant la gauche, mais aussi un Sarkozy qui s'était posé en 2007 en défenseur de « ceux qui se lèvent tôt », Marine Le Pen se fit pourfendeuse de la mondialisation, rendue responsable du chômage de masse et des délocalisations, revendiquant un « patriotisme économique » et un « protectionnisme social ». On la vit même se rendre sur des piquets de grève.

En 2017, Marine Le Pen disait encore vouloir « *faire barrage à la finance* », présentée comme l'*« adversaire du peuple français* », face à un Macron incarnant les « *dérives du monde de l'argent* ». Cinq ans plus tôt, Hollande avait usé de la même ficelle... le temps d'une élection.

L'impasse politique actuelle a accéléré la mue du RN qui, à côté de cette démagogie populaire, a fait de son opération de séduction en direction du monde patronal un axe majeur de sa politique. Jadis agitateur et provocateur, le FN-RN de Le Pen et Bardella, sans renoncer à sa démagogie anti-immigrés, revendique désormais le rôle de force de stabilisation de la vie politique et de moteur d'une relance de l'économie. À l'Assemblée nationale, ses députés ont systématiquement fait barrage à toutes les mesures pouvant apparaître comme hostiles aux intérêts du grand patronat, à commencer par la taxe symbolique préconisée par l'économiste Gabriel Zucman et l'augmentation du smic. Mais le RN se doit d'endosser le costume patronal sans que cela lui aliène son électorat populaire et donc de garder deux fers au feu. Pour donner le change, il est parvenu à faire adopter

en novembre 2025 une proposition d'*« impôt sur la fortune improductive* » reprise de son programme. Le projet a été d'autant plus facilement voté qu'il était évident qu'il ne connaît pas la moindre mise en œuvre.

LE RN DÉCLARE SA FLAMME AU PATRONAT

Donné favori par les sondages, voire gagnant des élections législatives et présidentielle depuis des années, et étant passé tout près d'une victoire lors des législatives de 2024, le RN fait assaut d'amabilités et de courbettes devant le grand patronat.

Après que son parti avait reçu une invitation du Medef à venir présenter le programme économique du FN, Bernard Monot, l'un de ses rédacteurs, expliquait dès 2017 : « *Le FN est l'ami de toutes les entreprises, du petit commerçant au géant français du CAC 40. [...] Je rappelle que nous sommes de vrais libéraux, partisans sans ambiguïtés de l'économie de marché et de la libre entreprise.* »² Mais il ne suffit pas de donner des gages de bonne foi : la bourgeoisie, qui n'avait que des raisons de se satisfaire de Macron, a préféré jusque-là l'original à sa copie lepéniste.

Le RN a donc continué à montrer patte blanche. En juin 2024, Bardella, se voyant déjà Premier ministre, prétendait « *déverrouiller toutes les contraintes qui pèsent sur la croissance* ».³ Postulant désormais à la présidence de la République, en lieu et place de Marine Le Pen, possiblement empêchée de se présenter en raison de ses démêlés judiciaires, il a écrit début septembre 2025 une longue déclaration d'amour au patronat, n'ayant visiblement pas réussi à le séduire lors des Rencontres des entrepreneurs de France organisées par le Medef quelques jours plus tôt. Auteur d'une piètre prestation, Bardella avait en effet, à en croire *Le Canard enchaîné*, reçu « *de méchants commentaires* » tels que : « *Programme économique nul, pas*

précis », « *incompétent* », « *Bardella n'y connaît rien* », etc.⁴ Alors que le gouvernement Bayrou, en sursis, proposait des coupes budgétaires de 44 milliards d'euros pour 2026, Bardella, dans un florilège de poncifs pro-patronaux, se faisait fort dans sa lettre ouverte de les porter à 100 milliards⁵.

Se posant en « *véritable garant de la stabilité économique* », il y proposait, entre autres, de « *redonner aux entrepreneurs leur liberté de créer* » ainsi que :

- la fin de « *l'oppression normative et de l'enfer fiscal* » ;
- un « *choc fiscal positif* », se traduisant par un « *allègement massif des impôts de production* », afin de les réduire de 20 % ;
- la fourniture aux entreprises d'une électricité à bon marché, pour « *refaire de la France un paradis énergétique* » ;
- la création d'un fonds souverain, « *pour soutenir l'innovation, nos PME et ETI, de même que les filières industrielles stratégiques* ».

UN PATRONAT PRÊT À MISER SUR L'EXTRÊME DROITE

Jusqu'à il y a une décennie environ, il existait un semblant de « cordon sanitaire » entre les représentants officiels du monde patronal et l'extrême droite, à l'instar de ce qui prévalait dans le monde politique. Les rencontres, séminaires et autres déjeuners se faisaient de façon feutrée, dans des cercles restreints, des clubs, loin des micros et des caméras. Il était de bon ton de se gausser de l'incompétence supposée des Le Pen et de leurs porte-parole.

En vue de la présidentielle de 2012, la patronne du Medef, Laurence Parisot, avait même publié un essai intitulé *Un piège bleu Marine* pour alerter sur ce qu'elle considérait comme une « *menace bien réelle* » de victoire de l'extrême droite. Cinq années plus tard, une quinzaine de PDG avaient encore agité la menace de la « destruction des entreprises », et certaines grandes familles,

2 *Le Figaro*, 17 janvier 2017.

3 France 2, 19 juin 2024.

4 « *Le RN pas encore à la taille patron* », *Le Canard enchaîné*, 30 septembre 2025.

5 « *Aux chefs d'entreprise de France* », 3 septembre 2025.



**Propagande du RN
au nom de la stabilité.**

comme les de Wendel, avaient même envisagé de quitter le pays, rejouant la comédie de 1981. Henri Proglio, ancien PDG d'EDF, l'admet cependant : « *Tous les PDG les plus connus, je dis bien tous, ont eu, comme moi, des contacts avec Marine Le Pen, mais sans le dire. Dans ce domaine, il n'y a que de l'hypocrisie.* »⁶

L'usure du système d'alternance droite/gauche et des partis qui l'avaient assuré durant des décennies, puis l'usure rapide d'un Macron, qui prétendait lui aussi dépasser cette opposition par une nouvelle offre politique, obligent maintenant cette bourgeoisie à examiner plus sérieusement les offres de services que lui fait publiquement le RN.

Presque tous les grands patrons admettent rencontrer les représentants du RN... comme ceux des autres forces politiques. Ce qui faisait encore événement, voire scandale, il y a quelques années est présenté aujourd'hui comme une démarche de bon sens. « *Qu'est-ce qu'on fait s'ils gagnent en 2027 ? On prend le maquis ?* » fait mine de s'interroger Patrick Martin, l'actuel président du Medef. Pour justifier la multiplication des relations avec les représentants de l'extrême droite, certains porte-parole du patronat invoquent également le spectre d'un retour de la gauche au pouvoir en la personne de Mélenchon, l'accès du RN aux affaires apparaissant alors comme un moindre mal.

Pour servir d'entremetteur,

le RN dispose d'une série de transfuges de la droite, dont le dernier en date n'est autre que l'ancien président des LR, Éric Ciotti, de hauts fonctionnaires, formés dans les plus grandes écoles et exerçant ou ayant exercé des postes de responsabilité dans l'appareil d'État, et d'anciens galonnés de l'armée. C'est le cas du général de Villiers, frère de l'ancien ministre vendéen, porte-parole autoproclamé et quelque peu délivrant des réactionnaires de tout poil, mais surtout ancien chef d'état-major des armées de 2014 à 2017. Ce sont là des gages de respectabilité que peuvent apprécier les grandes familles bourgeoises. Une partie des LR, le parti Reconquête, d'Éric Zemmour, comme certains électrons libres de l'extrême droite tel le maire de Béziers, Robert Ménard, et désormais l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy plaident d'ailleurs ouvertement pour une « union des droites », c'est-à-dire une alliance avec l'extrême droite, ce qui ne peut que rassurer des classes possédantes qui préfèrent avancer en terrain connu. Après avoir vainement repris l'essentiel du programme et de la posture de l'extrême droite en espérant retrouver sa place centrale dans le jeu politique, une partie de la droite envisage

ouvertement une alliance, voire une fusion avec l'extrême droite.

BOLLORÉ, STÉRIN... LA BOURGEOISIE D'EXTRÊME DROITE S'AFFICHE

En la personne de milliardaires et patrons de choc comme Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérin, l'extrême droite compte également des soutiens de poids au sein même des classes possédantes. Même s'ils se défendent de promouvoir directement le RN, préférant avancer derrière cette perspective d'une « union des droites », leur campagne réactionnaire intensive et leurs relais ne peuvent que profiter à celui-ci.

À la tête d'un empire médiatique, dans l'édition (Fayard, Grasset, Larousse...), la presse écrite (Voici, Capital, Le JDD, Femme actuelle...), la radio (Europe 1), la publicité (Havas) et la télévision (Canal +, CNews), Bolloré avait propulsé la candidature de Zemmour à la présidentielle de 2022. Il continue d'orchestrer une vaste campagne obsessionnelle reprenant tous les thèmes démagogiques de l'extrême droite. Onzième fortune française, Bolloré fait ouvertement office de « nouveau marionnettiste »



François Durvye (ici à l'extrême droite), patron du fonds d'investissement de Pierre-Edouard Stérin, pose avec Marine Le Pen lors de la soirée de lancement du livre d'Éric Ciotti, le 10 juin 2025.

6 Cité par Laurent Mauduit, *Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires*, La Découverte, 2025.

de la droite et de l'extrême droite ». Un véritable maquignon, écrivait *Le Monde* en 2023, ayant « déjà testé la plupart des patrons de la droite ».

Sans avoir le même poids, Stérin, enrichi par les coffrets Smartbox, puis fondateur du fonds d'investissement Otium Capital, est présent dans une multitude de secteurs, y compris culturels et philanthropiques. Ce réactionnaire des beaux quartiers est devenu en quelques années un des acteurs principaux de la galaxie réactionnaire et d'une « Versailles connection » qui prolifère dans les rangs patronaux et dans le monde intellectuel. Son bras droit, François Durvye, dirigeant d'Otium Capital, est par ailleurs un proche conseiller de Marine Le Pen et fut l'un des rédacteurs du programme du RN en 2024. C'est d'ailleurs lui que des patrons du CAC 40 auraient contacté dès 2022, ainsi que Stérin, « pour discuter avec les dirigeants d'extrême droite »⁷.

Le nom de Stérin est surtout connu depuis que la raison d'être de son association, dénommée Projet Périclès, acronyme de « Patriotes, enracinés résistants, identitaires », a été révélée. Fort d'un investissement prévu

de 150 millions d'euros, qui ne peuvent aller directement dans la poche du RN pour des raisons légales, Stérin ne cache pas sa volonté d'aider à sa victoire lors des prochaines échéances électorales. Parmi ses projets : la promotion des idées les plus conservatrices, la mise en place d'une école et de séminaires de formation pour les candidats aux élections municipales, la constitution d'une « réserve » d'un millier de cadres prêts à servir un gouvernement d'extrême droite. Un institut de formation politique, dirigé par Alexandre Pesey, un proche de M. Stérin, fonctionne déjà. Il forme déjà des collaborateurs des parlementaires LR et RN.

D'autres grands patrons, tel le milliardaire Laurent Burelle, dirigeant d'OPmobility (ex-Plastic Omnium) et président de l'Association française des entreprises privées (AFEP) de 2017 à 2023, sont par ailleurs des soutiens de longue date de l'extrême droite, fidèles en cela à une vieille tradition illustrée par le parfumeur François Coty ou Eugène Schuller (créateur de L'Oréal) dans les années 1930.

Les gages donnés par les dirigeants du RN, le retour au pouvoir d'un Trump, le bilan

de la politique menée par Meloni en Italie, dont ne peuvent que se féliciter les possédants, comme la présence de représentants de l'extrême droite dans plusieurs gouvernements de l'Union européenne, indiquent d'où souffle le vent. Ce sont autant d'exemples montrant que la bourgeoisie française n'a a priori rien à craindre de la perspective d'une victoire électorale du RN. Elle peut, en outre, lui offrir une solution politique, en dotant l'État d'un exécutif disposant d'une assise suffisante et peut-être d'une plus grande stabilité. Celui-ci pourrait alors continuer à faire passer les mesures antiouvrières que la bourgeoisie réclame.

La marche à la guerre et la mise au pas de la population qu'elle entraînera imposent en effet le recours à une dose d'autoritarisme que des gouvernements et des partis usés jusqu'à la corde auront plus de difficulté à faire avaler. Reste à savoir si les offres de service du RN à la bourgeoisie dessilleront les yeux des travailleurs qui voient en lui un parti à même de résoudre leurs problèmes et qui persistent à vouloir se tirer une énième balle dans le pied.

12 janvier 2026

⁷ *Le Monde*, 18 février 2025.



Chine: la classe ouvrière face au régime

En quarante ans, en permettant le retour sous son contrôle des trusts occidentaux et en injectant dans l'économie des milliers de milliards de yuans¹, le régime chinois a bel et bien fait sortir une partie du pays du sous-développement. Cependant, en définitive, les contradictions de la société chinoise ne se sont pas atténuées mais au contraire multipliées.

Les réformes économiques commencées à la fin des années 1970 ont permis la régénération d'une riche bourgeoisie, intimement liée aux hautes sphères de la bureaucratie et du Parti communiste chinois, quand elle ne s'y confond pas, et qui a fait sa fortune en pillant le capital accumulé par l'État depuis 1949. Mais, comme cela s'est fait partout et à toutes les époques, le développement et l'enrichissement de la bourgeoisie sont allés de pair avec le renforcement de la classe ouvrière. En transformant des centaines de millions de paysans en prolétaires, en les concentrant dans des usines modernes ou dans de petits ateliers dans les faubourgs des grandes villes,

le régime chinois a considérablement renforcé cette classe sociale qui représente aussi pour lui un danger mortel. Ses dirigeants savent qu'ils sont assis sur une bombe sociale, qui menace d'autant plus d'exploser que les contradictions de la société s'accumulent. Toute sa politique est empreinte de cette crainte.

LE PCC, UN PARTI DEVENU CELUI DE LA BOURGEOISIE

Au début des années 1920, le Parti communiste chinois se donnait pour objectif la révolution prolétarienne. Né en 1921, il mettait ses pas dans ceux du Parti bolchevique et de la révolution

de 1917, qui avait instauré le pouvoir des ouvriers. La classe ouvrière chinoise avançait alors à pas de géant. Elle s'était d'abord organisée dans des syndicats qui ont vite compté des centaines de milliers d'adhérents, 500 000 syndiqués rien qu'à Hong Kong et Canton en 1925. Au travers de ceux-ci, les premiers militants communistes prirent rapidement de l'influence. Mais ce PC était lui-même sous l'influence de l'Internationale communiste, qui devint dans la seconde moitié des années 1920 un outil entre les mains de la bureaucratie stalinienne en pleine ascension. Celle-ci conclut un accord avec la bourgeoisie nationaliste du Kuomintang et quand celui-ci se retourna contre la classe ouvrière en 1926 et 1927, le PC fut écrasé. Rejeté des villes, poursuivant sous les ordres de Moscou sa politique en direction de la bourgeoisie chinoise, le PC devint dans les années 1930 un parti nationaliste petit-bourgeois. Quand il prit le pouvoir en 1949, ce fut en s'appuyant sur les campagnes révoltées et en gardant la classe ouvrière à distance. Les armées de Mao conquirent les villes de l'extérieur et, comme l'avait pressenti Trotsky dès 1932, les commandants communistes furent « *avant tout enclins à regarder les ouvriers de haut en bas* ». Les travailleurs assistèrent passivement à cette révolution



Un quartier d'ateliers du textile à Datang, en banlieue de Canton.

1 1 yuan = 0,12 €

nationaliste. Dans les années qui suivirent, de l'embargo américain des années 1950 au début des années 1970 et plus encore à cause des réformes économiques des années 1980, la méfiance du PC vis-à-vis des travailleurs fut constante. Selon la propagande officielle, la classe ouvrière est la classe dirigeante du régime mais, dans la réalité, elle est exploitée sous surveillance étroite, contrôlée par l'appareil du PC et par le syndicat officiel, l'AFC-TU (la Fédération nationale des syndicats de Chine), dont les sections sont créées sous l'impulsion des dirigeants de l'entreprise ou du parti, et où les ouvriers, les syndiqués n'ont aucun contrôle sur leurs représentants ni sur ce qu'ils négocient. En 1989, à nouveau dans les années 2000 et 2010, certaines luttes ouvrières se donnèrent aussi pour objectif de constituer des organisations autonomes, contrôlées par la base, indépendantes du pouvoir et du parti.

LES RÉACTIONS OUVRIÈRES FACE AUX « RÉFORMES » ÉCONOMIQUES

Le dernier mouvement d'ampleur nationale date d'il y a plus de 35 ans. En mai et juin 1989, place Tiananmen à Pékin, mais aussi dans tout le pays, plusieurs millions de Chinois contestèrent le régime. Les réformes économiques de Deng Xiaoping avaient amené au début des années 1980 inflation et enrichissement des dirigeants, mettant fin au très relatif égalitarisme qui prévalait jusque-là. Révoltés par la corruption des couches supérieures du parti et de l'État, les contestataires, les étudiants d'abord puis des fractions de plus en plus importantes de la classe ouvrière, dénonçaient le système sur lequel régnait les dirigeants les plus anciens et leurs familles. Ils revendiquaient plus de démocratie et de transparence. Tant que la mobilisation n'entraînait que des étudiants, le régime laissa faire. Mais des travailleurs commencèrent à s'en mêler, dans les manifestations d'abord, puis dans certains cas avec l'objectif d'imposer au régime des



PETER TURNLEY/CORBIS

En mai 1989, la place Tiananmen occupée par une foule de manifestants.

organisations ouvrières autonomes du pouvoir. La Fédération autonome des travailleurs que de jeunes ouvriers fondèrent à Pékin revendiquait, en mai 1989, l'adhésion de 20 000 travailleurs. Son programme insistait sur l'indépendance et la participation volontaire des ouvriers, ne voulant pas être une organisation de bienfaisance mais présenter l'avis du plus grand nombre d'ouvriers en politique et en économie, jouer un rôle de surveillance du Parti communiste, surveiller dans les entreprises les représentants légaux pour garantir que les ouvriers soient les authentiques maîtres des entreprises. Ces perspectives, même si elles n'affrontaient pas directement le pouvoir, furent perçues par celui-ci comme un danger mortel. De tels regroupements ouvriers existèrent dans plus d'une quinzaine de villes. Leur existence fut une des raisons qui décidèrent le régime à mettre un terme à l'agitation par une répression qui fit des milliers de morts. Les étudiants de la place Tiananmen furent dispersés le 4 juin 1989 et les quartiers populaires qui s'étaient opposés à la progression de l'armée furent écrasés. Les premiers arrêtés et les premiers exécutés furent de jeunes ouvriers.

L'écrasement de la contestation de 1989 donna au pouvoir les moyens politiques d'approfondir et de généraliser les réformes économiques. Dans un premier temps, il renforça sa dictature, mit sous le boisseau la contestation au sein du parti et

de l'État en éliminant les clans concurrents et réintroduisit au sein des entreprises le contrôle du parti. Pour donner le change, il organisa le procès de quelques bureaucrates manifestement corrompus. Puis, en 1992, les « réformes » reprurent de plus belle. Ce furent des années difficiles pour la classe ouvrière. Le pouvoir démembra les entreprises d'État et les offrit aux bureaucrates qui les géraient, créant ainsi de toutes pièces une couche de petits et grands bourgeois qui lui était intimement liée, redevable à son égard, voire se confondant avec lui. À l'occasion de la dispute entre ses enfants pour son héritage, la presse a rapporté durant l'été 2015 l'histoire de Zong Qinghou, employé municipal à la fin des années 1980 devenu le plus riche milliardaire chinois en 2010 et qui a fait sa fortune en mettant la main sur la distribution des boissons dans les écoles. Il transforma ce service public en entreprise ; il la nomma Wahaha, l'Enfant qui rit, une entreprise dite sous « chapeau rouge », c'est-à-dire d'État mais gérée de façon privée par son directeur, ce qui lui donnait accès aux financements publics. L'État chinoisaida Wahaha en lui construisant des usines et en l'a aidant à s'associer au groupe français Danone. Zong Qinghou profita des négociations pour la création de ce joint-venture pour devenir officiellement propriétaire de Wahaha. Pendant toutes ces années, il fut membre du Parti communiste, et même délégué de 2002 à 2018 à l'Assemblée

nationale populaire (le Parlement chinois).

Alors que le régime enrichissait les siens en dépeçant l'État, il organisa sur la seule période de 1995 à 2002 le licenciement de 60 millions de travailleurs. Ce fut aussi la fin du régime dit du « bol de riz en fer » qui assurait à tous un logement, un travail et l'accès aux soins. Dorénavant, l'accès aux assurances maladie, vieillesse, chômage ne fut possible qu'au travers de cotisations payées par les entreprises. Nombre de familles furent expulsées de leur logement.

Dans cette période, malgré la répression de 1989, les réactions ouvrières furent nombreuses mais restèrent locales, isolées les unes des autres. Certaines furent néanmoins d'une certaine ampleur : entre 1997 et 2002, dans la « ceinture de rouille » du nord-est du pays, quand les industries lourdes ne payèrent plus les salaires et les retraites et licencièrent en masse, des dizaines de milliers de travailleurs manifestèrent pendant des mois, bloquant les routes et les ponts, forçant l'État à prendre en charge une partie des arriérés des entreprises. Là où les travailleurs s'organisèrent, la police arrêta les leaders ouvriers et les fit condamner à de lourdes peines de prison pour « subversion » : la contestation ouvrière n'était tolérée que si elle restait très locale et sur le strict terrain économique.

DANS L'ATELIER DU MONDE, DES GRÈVES OFFENSIVES MAIS ÉCONOMIQUES

Dans les années 2000, dans la continuité du mouvement entamé à la fin des années 1980, la Chine devint « l'atelier du monde ». Les entreprises étrangères américaines, japonaises, coréennes, européennes, s'installaient encore plus nombreuses dans les zones franches pour y exploiter, conjointement avec les entreprises chinoises, les jeunes ouvriers des villes et les *mingongs*, les migrants de l'intérieur, qui quittaient par dizaines de millions leurs campagnes à la recherche d'un salaire. Les salaires

ouvriers étaient des salaires de misère, payés à la pièce, les horaires étaient interminables. Après les luttes strictement défensives de la fin des années 1990, une vague de luttes se développa pour les salaires, pour exiger que ces salaires soient payés complètement, heures supplémentaires incluses, et pour qu'ils augmentent. Les premières luttes notables eurent lieu à Shenzhen et Dongguan dans les années 2004 à 2006, dans l'électronique et le textile en plein développement. Elles furent parfois réprimées mais souvent couronnées de succès.

Parmi les grèves dont l'écho parvint jusqu'en Occident, il y eut celle des 1 800 ouvriers de Honda en 2010 à Foshan, près de Canton. Les revendications portaient sur une hausse significative du salaire de base, davantage de respect et de dignité au travail, l'amélioration des conditions de sécurité. Comme la plupart du temps, l'AFTU, la fédération syndicale officielle, s'opposa à la grève. Mais, chez Honda, elle envoya un commando s'en prendre physiquement aux grévistes, ce qui les amena à ajouter à leurs revendications celle d'avoir des représentants syndicaux élus par les travailleurs. Honda finit par céder, et ce succès fut à l'origine d'une vague de grèves victorieuses dans toute la région du delta de la rivière des Perles, ainsi qu'autour de Shanghai. Les revendications salariales se combinaient parfois avec celle de la reconnaissance de représentants ouvriers élus démocratiquement ou celle de syndicats non affiliés au syndicat

officiel.

À partir de 2015, la répression devint systématique dès qu'il était question d'organisation ouvrière. Ainsi, en juillet 2018, la police de Shenzhen arrêta trente manifestants, dont vingt-neuf ouvriers de l'entreprise Jasic Technology et une étudiante qui soutenait leur lutte pour créer un syndicat indépendant. En réaction, un vaste mouvement de solidarité étudiante émergea à travers la Chine, accompagné de pétitions et de campagnes en ligne pour réclamer la libération des travailleurs arrêtés. Les étudiants les plus mobilisés furent arrêtés, assignés à résidence ou disparurent.

Dans les années 2010, alors qu'après la crise de 2008, l'économie mondiale ne redémarrerait qu'à vitesse réduite, la Chine continua à se développer sous perfusion des investissements massifs faits par l'État dans les infrastructures et au travers d'une spéculation immobilière effrénée. Malgré cela, le taux de croissance officiel du PIB chinois, qui augmentait d'année en année dans les années 2000, prit la tendance inverse et, depuis, baisse continuellement, passant de 10 % à moins de 5 % aujourd'hui. La répression des mouvements de grève jugés trop politiques, un patronat plus offensif pour maintenir son taux de profit, réussirent à faire baisser le nombre des grèves à la fin des années 2010.

Quelques mois après le début de l'épidémie de Covid, le régime chinois imposa à toute la population un confinement strict, la politique « zéro Covid », tout en



Les grévistes bloquent l'entrée de l'usine Hi-P International, à Shanghai le 2 décembre 2011.

REUTERS/CARLOS BARRIA

cherchant à ce que les entreprises continuent de produire. Alors que l'économie mondiale était à l'arrêt, les usines chinoises tournaient à des cadences augmentées, les travailleurs étant confinés au travail, nuit et jour, les uns sur les autres sur les chaînes ou dans les chambrées, malades ou pas, mais sans pouvoir sortir des locaux. Cette politique commença à craquer lorsqu'en octobre et en novembre 2022, des milliers d'ouvriers de Foxconn, sous-traitant d'Apple à Zhengzhou, dans le centre du pays, se révoltèrent, fuyant l'usine en escaladant et en détruisant les grillages. Ces manifestations contraignirent le gouvernement à abandonner sa politique de confinement, fin 2022. Mais, dans la foulée, alors que l'économie mondiale redémarrait et que les usines chinoises étaient moins indispensables, la classe ouvrière chinoise dut faire face à une vague de fermetures d'usines et de relocalisations à l'intérieur du pays, où les salaires sont plus bas.

UN AVENIR QUI SE BOUCHE

Depuis, la pression sur la classe ouvrière s'est accentuée. Les luttes sont devenues plus difficiles, plus rares et essentiellement défensives, pour se faire payer les salaires dus ou les indemnités de licenciement prévues. Le chômage pèse, l'une des causes directes de sa hausse ayant été l'éclatement de la bulle immobilière en 2022. La crise immobilière semble sans fin, les investissements, les prix, les mises en chantier continuant de régresser trois ans après. Selon le journal économique *Caixin*, le patronat chinois aurait licencié 13 millions d'ouvriers migrants entre 2021 et 2024 rien que dans ses chantiers immobiliers. Mais l'immobilier n'est pas le seul secteur en crise. La presse occidentale a mentionné la spéculation des capitalistes chinois sur les panneaux photovoltaïques et ses conséquences. Entre 2020 et 2023, le nombre d'entreprises attirées par les profits affichés dans ce secteur est passé de 150 à 300, entraînant



Entrée de la Gigafactory Tesla, à Shanghai.

une guerre commerciale acharnée et la chute de son taux de profit. Quarante entreprises ont mis la clé sous la porte depuis 2024, licenciant 87 000 travailleurs. L'État annonce la « consolidation » de la branche, c'est-à-dire la fermeture des plus petites entreprises pour permettre aux plus grosses de remonter les prix et de restaurer leurs profits.

Dans l'automobile, la situation n'en est pas encore aux licenciements mais elle en prend le chemin. La production automobile a fait l'objet d'investissements massifs largement soutenus par les gouvernements provinciaux ou par les municipalités. Ainsi *Caixin* raconte que bien des capitalistes n'ont pas eu à débourser un centime pour construire des usines capables de produire 200 000 véhicules par an. 129 entreprises se sont mises ainsi à vendre des véhicules essentiellement électriques, tous plus ou moins identiques. C'est cette concurrence que les plus grands

constructeurs chinois ou étrangers – Tesla, BYD, Geely – essayent d'étrangler depuis 2023 en menant une véritable guerre des prix, quitte à voir leurs profits chuter en flèche. Mais, à ce jour, la plupart des constructeurs, adossés à des organismes étatiques, des municipalités, des provinces, résistent. Comme dans le secteur photovoltaïque, le gouvernement a annoncé qu'il allait prendre des mesures pour « consolider » celui de l'automobile, avec les mêmes menaces pour les emplois des travailleurs.

Dans la « tech », Alibaba, Tencent, Baidu et autres n'embauchent plus comme au temps de leur développement dans les années 2010. Alibaba a même réduit le nombre de ses employés de moitié entre 2022 et 2025. Dans ces entreprises, la pression est forte, le patronat s'appuyant sur les plus jeunes pour inciter la génération précédente, ceux qui ont une trentaine d'années, à accepter plus d'heures de travail



Mur d'offres d'emploi, en banlieue de Canton (juillet 2025).

et moins de congés, ou bien à partir. Toute une fraction de la jeunesse a dû se rabattre sur des emplois de livreur ou de serveur occasionnel dans la restauration, ou bien s'est tournée vers l'État et les collectivités locales, par exemple aux postes de sécurité dans les stations de métro ou dans les infrastructures toutes neuves. Même les statistiques officielles du chômage des jeunes urbains reflètent cet avenir bouché : entre 2018 et 2022, la proportion des 16 à 34 ans ayant un emploi est passée de 93 % à 86 %.

DES CONTRADICTIOnS DE PLUS EN PLUS CRIANTES

Depuis 30 ans, une fraction du monde du travail a accédé à un mode de vie similaire à celui des travailleurs occidentaux : voiture, logement acheté à crédit, congés payés et tourisme, surtout à l'intérieur de la Chine. Dans la tech, cette catégorie de travailleurs peut gagner jusqu'à 10 000 renminbis (RMB) par mois, l'équivalent de 1 200 euros. Un ouvrier de Tesla dans la zone industrielle de Shanghai peut gagner de 5 000 à 7 000 RMB en fonction des primes. Mais, à côté de cette fraction de travailleurs urbains, des centaines de millions de prolétaires restent sur le bas-côté, y compris au cœur des grandes villes chinoises, gagnant entre un tiers et la moitié de ces salaires, parfois moins de 3 000 RMB. 300 millions d'entre eux sont des travailleurs migrants, dans le bâtiment ou le textile, payés à la pièce, souvent volés par leur patron qui décompte de leur salaire un loyer pour une chambre misérable. En octobre, China Labor Watch, une association dont le siège est aux États-Unis, soulignait dans une enquête quelques traits de la condition ouvrière dans l'usine Foxconn de Zhengzhou, qui peut employer jusqu'à 300 000 personnes. La moitié des travailleurs y sont des intérimaires et on compte beaucoup d'« étudiants », des jeunes de 16 ou 17 ans. Le salaire horaire de ces catégories peut descendre jusqu'à 12 RMB par heure, soit 1,5 euro, et sans bénéficier des cotisations



La Chine à deux vitesses.

employeur pour les assurances sociales. Bien souvent, des primes qu'ils ne peuvent toucher qu'à la fin de leur contrat sont là pour les mettre sous pression permanente. Le temps de travail varie de 60 à 75 heures par semaine. La surveillance est bien sûr générale et les équipements de protection réduits au minimum.

Au cœur des villes, toute une fraction des travailleurs, qui ne sont pas forcément migrants de l'intérieur, sont eux aussi les oubliés du développement. Ce sont tous ceux qui se débrouillent : livreurs de repas, porteurs d'eau, récupérateurs de cartons ou de ferraille, réparateurs de vélos ou de scooters, travailleurs de petites boutiques, de restaurants ou dits « indépendants », dont l'accès aux soins et à la retraite, qui dépend des cotisations des entreprises, est très précaire. La montée du chômage de ces dernières années, l'absence d'embauches dans les grandes entreprises ont pour conséquence que de plus en plus de travailleurs, de jeunes, sont condamnés à ces emplois, sans perspective.

COMMENT L'ÉTAT CHINOIS FAIT FACE

Depuis 30 ans, le pouvoir a dû gérer cette aggravation considérable des antagonismes sociaux. En parallèle de la répression de toute tentative d'organisation autonome de la classe ouvrière, il s'est appuyé sur le développement économique pour faire patienter les travailleurs, si ce n'est tenter de les faire adhérer à sa

politique. Il suffisait de travailler pour s'en sortir, tel était le message gouvernemental. Une bonne partie de la jeunesse petite-bourgeoise qui a abandonné toute lutte politique sous les effets de la répression de Tiananmen en 1989 s'est engouffrée dans les affaires. Une fraction non négligeable de la population a pu voir son train de vie dépasser celui des anciens. Ainsi, de nombreux jeunes issus de la petite bourgeoisie ou travailleurs de la tech sont fiers d'avoir pu faire sortir leurs parents de leur campagne pour leur faire visiter Shanghai, Canton ou Pékin. Ce sentiment qu'il était possible d'améliorer son sort a pu se répandre y compris dans la classe ouvrière. Le développement des infrastructures, le désenclavement des régions arriérées ont pu conforter l'illusion que le développement capitaliste de la Chine allait profiter à tous. Le ralentissement en cours depuis une dizaine d'années et les difficultés économiques qui s'amontellent depuis le Covid viennent saper cette idée.

Le nationalisme propagé par la bureaucratie chinoise ne lui sert pas simplement à préparer la population aux conflits qui menacent le pays. Il est aussi une réponse aux difficultés économiques du régime, une politique davantage développée par Xi Jinping que par ses prédécesseurs. Il faut dire qu'en Chine, le nationalisme ne manque pas d'arguments à puiser dans le passé du pays, quand celui-ci fut humilié du milieu du 19^e siècle à la fin de la Deuxième Guerre mondiale par les impérialismes anglais, français, allemand,

PAN FUDA



Visiter la Grande muraille : un rêve pour les familles chinoises.

américain et japonais, qui le dépecèrent. Les guerres de l'opium, menées par les Britanniques, les concessions étrangères, ces emprises coloniales installées sur les villes de la côte est dès le 19^e siècle, la sanglante occupation japonaise des années 1930 jusqu'en 1945, la sécession de Taïwan sont autant de faits historiques dont se sert le pouvoir pour légitimer sa dictature.

Dans ses références au passé, le PCC ne peut s'empêcher de revenir à ses premières années de combat. Même s'il le fait de façon frelatée, il met à l'honneur auprès des jeunes générations les militants qui l'ont fondé, les syndicats des années 1920, la révolution de 1925. Il met ainsi en avant le premier dirigeant communiste, Chen Duxiu, tout en passant sous silence son ralliement à l'opposition trotskyste après 1927.

Le régime chinois a d'autres cordes nationalistes à son arc. Ainsi, début septembre 2025, au sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, Xi Jinping s'est affiché dans la presse comme étant au centre du monde, celui qui accueillait les dirigeants russes, indiens, turcs, nord-coréens et tant d'autres. Alors que les États-Unis accentuent le protectionnisme et la menace de guerre, alors qu'ils se retirent d'organismes tels que l'ONU et l'OMC, Xi Jinping

s'autoproclame héritier de la paix, du multilatéralisme et de la coopération entre nations, autant de postures censées montrer que la Chine est puissante et qu'il faut être fier de ses dirigeants. Ce sentiment est cultivé par les succès technologiques des scientifiques chinois : robots humanoïdes, expéditions vers la Lune, trains à grande vitesse, aviation civile et militaire sont autant de sujets de fierté nationale que le pouvoir met à son crédit. Mais, parce que la crise exclut des dizaines de millions de jeunes d'un travail et d'un salaire corrects, le sentiment inverse peut voir le jour, le sentiment d'un développement construit sur les épaules des travailleurs et dont les fruits sont en réalité accaparés par une mince couche de privilégiés.

La politique anti-corruption relancée par Xi Jinping au milieu des années 2010, si elle contribue à la lutte contre des clans concurrents, ou à tenir en respect quelques capitalistes richissimes, est aussi là pour contrer ce sentiment d'un développement qui ne profiterait qu'aux dirigeants. Xi Jinping décline à sa façon la politique de Deng Xiaoping après 1989 : sacrifier quelques gros poissons pour donner du crédit à la fiction d'un État juste, au service du peuple.

L'AVENIR APPARTIENT À LA CLASSE OUVRIÈRE

La classe ouvrière chinoise est forte de plus de 400 millions de membres, la plus nombreuse au monde. Malgré la dictature policière, elle s'est toujours battue. Depuis 1989, elle ne l'a fait que sur le terrain économique, sans contester le pouvoir, et de façon dispersée. Mais, depuis plusieurs années, les raisons de se battre, les difficultés économiques, le chômage, la pression patronale, l'absence d'avenir pour la jeunesse, qui sont autant de reflets de la crise mondiale du capitalisme, s'accumulent. Si la crise s'approfondit encore, le nationalisme et la lutte anti-corruption ne seront que de piètres dérivatifs. Le pouvoir peut donc craindre une période d'incertitude politique et sociale. Il a pour lui l'avantage, à ce jour, que la classe ouvrière chinoise reste inorganisée, sans parti défendant ses intérêts politiques. Mais, à chaque fois que ses luttes ont pris quelque ampleur, la question de l'organisation s'est posée pour elle. Outre son nombre, la classe ouvrière chinoise a pour elle son passé, en particulier celui des années 1920. De ce passé, des militants révolutionnaires, même très minoritaires, ont à tirer bien des leçons.

10 janvier 2026



陈独秀
1879-1942
安徽怀宁人。第三届中央执行委员会委员，中央局委员（委员长）。

Chen Duxiu, au musée de la Révolution à Canton.



La monarchie marocaine, rouage de l'impérialisme

Au Maroc, début septembre 2025, la mort en une semaine de huit femmes ayant accouché par césarienne à l'hôpital d'Agadir a déclenché une révolte de la jeunesse, contre le délabrement du système de santé et d'éducation. Alors que le Premier ministre, Aziz Akhannouch, symbole de népotisme, était pris pour cible, le roi Mohammed VI était épargné. Au moment où le Maroc s'apprêtait à accueillir la Coupe d'Afrique des nations de football, l'appareil de répression a brutallement étouffé la contestation.

Si la monarchie semble être la garante d'une stabilité essentielle aux intérêts de la bourgeoisie marocaine et des grands groupes internationaux qui prospèrent au Maroc, cette révolte a un peu plus brisé l'image d'un royaume moderne et émergent que le régime s'évertue à bâtir, une propagande relayée en France par une clique de politiciens. De Mélenchon à Le Pen, en passant par LR et le parti socialiste, les « amis du Roi » se comptent en nombre. Ainsi, en 1991, à l'occasion du mariage de Jean-Marie Le Pen, le ministre de l'intérieur Driss Basri ne s'était pas contenté de le couvrir de cadeaux, il avait affrété spécialement pour lui un avion pour acheminer une délégation d'élus européens du Front national à Rabat, afin de fêter l'évènement en présence des membres du Palais. Et on ne compte plus les politiciens français accueillis à titre privé dans les hôtels ou l'un des douze palais royaux et qui, en échange, chantent les louanges du régime.

**«NOUS VOULONS
DES HÔPITAUX,
PAS DES STADES!»**

Du 27 septembre au 10 octobre, ce slogan scandé chaque jour dans les rues des grandes

villes du pays par une jeunesse lycéenne et étudiante est devenu le symbole des manifestations appelées par le mouvement Gen Z 212. Le Z est pour génération Z, celle née entre 1995 et 2010, et 212 fait référence à l'indicatif téléphonique du Maroc.

Des milliers de jeunes, qui se retrouvaient sur la plateforme de contact et de jeux vidéo Discord, indignés par le drame d'Agadir et inspirés par les mouvements de la jeunesse au Népal, à Madagascar ou au Pérou, ont appelé à manifester.

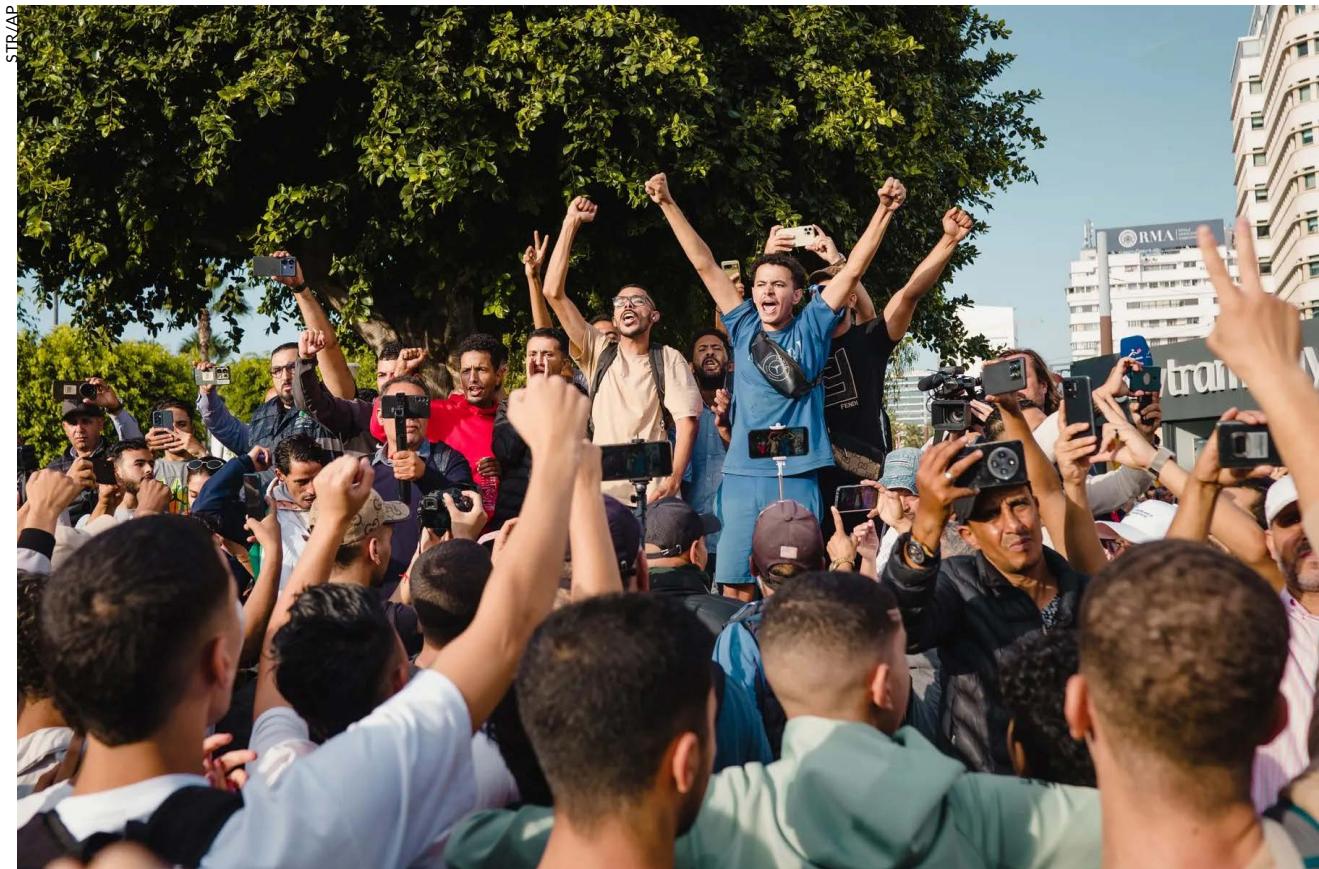
Cette génération, née sous le règne de Mohammed VI, n'a connu que crise, chômage et mauvaises conditions de vie. Déclarant n'appartenir à aucun

parti politique ou syndicat, s'affirmant indépendants et pacifiques, au nom du mouvement, les administrateurs de la page Gen Z 212 sur la plateforme Discord ont dénoncé la corruption et les inégalités. Ils ont aussi exigé la démission du Premier ministre, Aziz Akhannouch, tout en interdisant tout slogan hostile à la monarchie. Le roi ayant lui-même déclaré, lors de la fête du Trône de fin juillet 2025, qu'il fallait veiller à ce que le développement économique ne débouche pas sur un Maroc à deux vitesses, les jeunes mobilisés lui ont écrit pour lui faire part de leurs doléances et en appeler à son arbitrage.

Ce respect contrastait avec



Colère des habitants devant l'hôpital Hassan II d'Agadir, surnommé «l'hôpital de la mort», le 14 septembre 2025.



Manifestation contre la corruption et pour une réforme de la santé et de l'éducation, à Casablanca, le 2 octobre 2025.

la haine suscitée par le Premier ministre, dont les discours n'ont fait qu'attiser la colère. Ainsi, le 10 septembre, ce dernier s'est vanté de son bilan en matière de santé alors que l'hôpital public d'Agadir, la ville dont il est maire, n'a pas été rénové depuis 60 ans et manque de tout. Il est vrai, par contre, que le stade tout proche dispose d'une unité de soins performante pour soigner les blessures des footballeurs. Quant aux sinistrés du séisme de 2023 à Al Haouz, qui vivent toujours sous des tentes, ils ont dû apprécier qu'il se félicite de la gestion de la crise. Ses discours triomphalistes sur le Maroc moderne ont excédé les habitants d'Aït Bouguemez, qui en juillet 2025, lors d'une « marche de la dignité », avaient crié leur colère d'être privés de route, d'hôpital, d'école et de réseau téléphonique. Les 2,5 milliards engloutis pour rénover et construire dans un temps record des stades ultra-modernes n'ont fait qu'accroître ce sentiment d'injustice.

Pour éviter que la révolte de la jeunesse n'agrège toutes les colères qui couvent, la police a

immédiatement exercé sa répression, qui a fait trois morts, des milliers de manifestants arrêtés, des familles menacées, des condamnations à des peines allant de 5 mois à 15 ans de prison. Les manifestants, qui attendaient avec espoir une réponse du roi lors de son discours du 9 octobre, ont été déçus. Mohammed VI les a ignorés et s'est contenté de reprocher au gouvernement d'avoir mal appliqué les programmes sociaux. L'euphorie du début du mouvement a cédé la place à la peur et la désillusion. Aziz Akhannouch a tout au plus promis d'imposer un quota de femmes et de jeunes dans les instances dirigeantes des partis politiques, et de faire un effort de 13 milliards d'euros pour l'éducation et la santé, effort auquel personne ne croit.

Le Maroc est le pays le plus inégalitaire du Maghreb, plus inégalitaire que l'Algérie et la Tunisie. Le décrochage scolaire y est massif. Un tiers de la population est analphabète, et 1,5 million de jeunes sont sans emploi, sans formation, sans travail. Des familles aisées ont les moyens

d'envoyer leurs enfants dans les établissements privés marocains et les « missions étrangères » de haut niveau, tandis que les écoles publiques accueillent des élèves issus des familles populaires dans des classes surchargées.

UN SECTEUR DE LA SANTÉ SOUS LA MAINMISE DES FINANCIERS

En 2021, Akhnnouch promettait d'améliorer le secteur de la santé par la mise en place d'une couverture sanitaire universelle et par l'augmentation du budget des caisses de sécurité sociale. Cinq ans plus tard, 8,5 millions de Marocains n'ont aucune couverture et les fonds publics alloués à la couverture de santé universelle ont été littéralement vampirisés par les fonds d'investissement. 95 % des fonds des caisses de sécurité sociale finissent dans les caisses des cliniques privées. Désormais, les cliniques privées représentent le tiers des lits d'hospitalisation du pays, elles sont devenues plus performantes que les hôpitaux



À Casablanca, une des cliniques du groupe privé Akdital, qui a ouvert plusieurs nouveaux établissements en 2025.

publics qui se paupérisent.

De nombreux Marocains préfèrent s'endetter, voire s'appauvrir, pour accéder au privé plutôt que de se faire soigner dans le public. Avec seulement 7 médecins, 8 infirmiers et sages-femmes pour 10 000 habitants, le royaume est sous-doté. Ceux qui travaillent dans le secteur public le font dans des conditions indignes.

Un médecin témoigne avec rage que nombre d'hôpitaux ne possèdent pas d'autoclave pour stériliser les instruments médicaux, et n'ont comme solution que de tremper leurs outils dans de l'alcool ou de la Bétadine. Les patients doivent acheter eux-mêmes les compresses, les fils de suture, le plâtre. Les gants à usage unique sont si rares qu'ils sont lavés et séchés pour être réutilisés. Des infirmiers exigent parfois de l'argent des patients pour les faire passer en priorité. Aux urgences et surtout la nuit, il n'est pas rare qu'il n'y ait aucun médecin. Les chirurgiens, payés par l'hôpital, sont souvent absents parce qu'ils préfèrent aller opérer dans des cliniques privées.

C'est parce que l'État marocain a livré le secteur de la santé à des groupes comme CIM Santé, STOA, filiale de la Caisse des

dépôts et de l'Agence française de développement, ou Akdital, dont le cours de l'action s'est envolé, que des femmes sont mortes à l'hôpital d'Agadir.

Le régime marocain, qui peut être soulagé d'avoir réussi à étouffer le mouvement, sait très bien qu'il peut craindre sa résurgence, tant les écarts de richesses sont énormes. Le contraste est saisissant entre les conditions de vie des privilégiés et celles des classes populaires, entre le Maroc de la façade littorale, des plaines fertiles, et le Maroc des périphéries urbaines, des régions enclavées des montagnes du Rif et de l'Atlas.

Les grands projets ont fait du pays un immense chantier, mais les infrastructures, pôles hôteliers, aéroports, autoroutes, ports et zones industrielles, n'ont fait qu'accentuer les disparités territoriales. Le Maroc est ainsi le seul pays du continent à posséder une ligne TGV, mais cette ligne, qui relie Casablanca à Tanger, traverse des villages qui ne sont reliés à aucune route. L'État a financé ces infrastructures par une dette que seule la population paye. C'est d'autant plus inacceptable que dans bien des domaines, le royaume s'est hissé parmi les pays les plus performants du continent.

LE PORT DE TANGER MED, SYMBOLE DE L'ESSOR ÉCONOMIQUE

Croissance économique à 4 %, première destination touristique d'Afrique, devant l'Egypte, avec 20 millions de visiteurs en 2025, premier producteur mondial de phosphates dont les cours se sont envolés, premier producteur de véhicules particuliers en Afrique et enfin première plateforme portuaire de Méditerranée et d'Afrique : derrière cet essor économique, il y a la voracité des multinationales pour qui le Maroc est un eldorado.

Au nord, à 14 kilomètres des côtes européennes, sur le détroit de Gibraltar, en participant à la construction du port de Tanger Med, Bouygues a empoché une part des 12 milliards d'euros investis par l'État. L'investissement est d'autant plus rentable que, depuis 2023, la guerre qui sévit en mer Rouge a fait que de nombreuses compagnies préfèrent contourner l'Afrique pour rejoindre la Méditerranée par le détroit de Gibraltar, plutôt que de passer par le canal de Suez. L'activité du port de Tanger Med a explosé au point qu'un deuxième port est en construction à Nador.

Dans la continuité de cette zone portuaire, une immense zone franche est sortie de terre. Attirés par les infrastructures modernes, des exonérations d'impôts, une main-d'œuvre qualifiée, une localisation exceptionnelle, des grands groupes industriels s'y sont implantés. L'avionneur français Safran, présent depuis 20 ans au Maroc, est en train d'y installer un site qui assemblera les mêmes moteurs d'avion que dans la région parisienne et emploiera 300 personnes. Celles-ci rejoindront les 80 000 travailleurs employés dans les 1 400 entreprises internationales de la zone de Tanger. Stellantis et Renault y assemblent des véhicules automobiles, avec des pièces importées. À l'usine de Kénitra, Stellantis prévoit de doubler les capacités de production pour en faire la première dans le monde. Le secteur automobile et ses 230 sous-traitants emploient 220 000 travailleurs, ce qui en fait la première industrie exportatrice, devant celle des phosphates.



TANGER MED

Le Port de Tanger Med.



L'usine Stellantis en cours d'extension, dans la zone franche de Kénitra, sur l'Atlantique, au nord de Rabat.

SAHARA OCCIDENTAL : VICTOIRE DIPLOMATIQUE ET BUSINESS

Le 31 octobre dernier, le Maroc, qui ambitionne de devenir la locomotive de l'Afrique de l'ouest, a pu saluer le vote du Conseil de sécurité de l'ONU, qui entérinait, au mépris des droits du peuple sahraoui, l'annexion marocaine du Sahara occidental. Le Maroc était ainsi récompensé pour sa signature des accords d'Abraham parcellés par Trump, et qui, au nom de la paix, visent à normaliser les relations entre les États arabes et Israël. En échange, le président américain reconnaissait la souveraineté du

Maroc sur le Sahara, entraînant dans son sillage la France et la Grande-Bretagne, et pesant de tout son poids sur ce vote.

Depuis 1975, le Sahara occidental est au cœur de la stratégie politique et économique de l'État marocain. Après une guerre de quinze ans, qui opposa son armée aux combattants du Front Polisario soutenus par l'Algérie, cette ex-colonie espagnole en passe d'être indépendante fut annexée et occupée militairement à 80 % par Hassan II après le cessez-le-feu de 1991. Considérée comme une cause sacrée, le Sahara avait permis à la monarchie de domestiquer tous les partis et de réprimer les opposants.

Le Maroc, grâce à l'argent

saoudien et à l'aide de techniciens français, israéliens et américains, fit construire un mur de 2 700 kilomètres, qui coupait le territoire en deux. Il put ainsi exploiter à sa guise le littoral poissonneux et le sous-sol, où se trouvent 70 % des réserves mondiales de phosphates.

Après le vote de l'ONU, le Sahara est devenu un nouveau terrain de chasse pour les multinationales. À côté de l'Office chérifien des phosphates (OCP), première entreprise publique du Maroc, des grands groupes ont afflué du monde entier pour exploiter ses richesses et investir dans l'agriculture, l'éolien, le solaire, la production et l'exportation d'énergie verte. Les compagnies israéliennes Petroleum et NewMed Energy prospectent le littoral possiblement riche en hydrocarbures. EDF a décroché le projet d'autoroute électrique entre Dakhla, au nord du Sahara occidental, et Casablanca. TotalEnergies développe sur la côte atlantique un projet de production d'hydrogène vert d'un montant de deux milliards d'euros. Le complexe portuaire Dakhla Atlantique, qui devrait entrer en service en 2027, est présenté comme la future plateforme de l'ouest de l'Afrique et Laâyoune, la capitale, avec ses constructions modernes, est devenue une nouvelle vitrine du Maroc.

Par le biais de l'endettement, de privatisation sous toutes ses formes, et des accords de



L'Office chérifien des phosphates (OCP), premier fournisseur de phosphates de l'Union européenne.
Ici le site de Jorf Lasfar, sur l'Atlantique, au sud-ouest de Casablanca.

libre-échange, l'État a livré aux intérêts privés marocains et étrangers des pans entiers de son économie.

ACCORDS, DE LIBRE-ÉCHANGE ET DÉVELOPPEMENT INÉGAL

Des accords de libre-échange ont accéléré l'intégration du Maroc au capitalisme mondial. Ceux qui ont été signés avec l'Union européenne en 2000 et 2008 ont instauré une libéralisation totale du commerce des fruits et

légumes, des produits laitiers, des oléagineux et des conserves alimentaires, bouleversant le secteur agricole et celui de la pêche. En effet, dans la foulée, Aziz Akhannouch, alors ministre de l'Agriculture, a mis en place le plan Maroc Vert, qui a conduit à la concentration des terres agricoles au profit des grands propriétaires terriens et des investisseurs financiers, arrosés d'argent public. Les paysans et paysannes qui se livraient à des cultures vivrières ont été dépossédés de leurs terres, contraints de se faire embaucher comme

ouvriers agricoles. À Lqliâa, dans la région du Souss, haut lieu du capitalisme agricole marocain, la jeunesse s'est révoltée en sacrageant les banques, les gendarmeries, tout ce qui représente l'argent, la corruption et l'autorité, révoltée par le manque d'eau et la toute-puissance des patrons des usines agroalimentaires, comme le franco-marocain Azura et l'espagnol Milagro. Ces derniers n'ont pas seulement réalisé d'immenses profits en exploitant les travailleurs, ils ont épuisé et pollué les nappes phréatiques par l'utilisation intensive



Ouvrières agricoles dans une exploitation produisant des fraises.

DR

d engrais chimiques.

En 2004, le Maroc attendait beaucoup des accords avec les États-Unis et des investissements américains qui devaient stimuler l'emploi. En réalité, ils ont conduit à une explosion des importations américaines pour un montant de 6 milliards de dollars, alors que les exportations du Maroc vers les États-Unis stagnaient à 1,5 milliard, limitées aux phosphates. C'est une vérification de plus que, dans le cadre du capitalisme, les échanges entre les pays impérialistes et les pays plus pauvres sont forcément inégaux. Ces derniers sont poussés à se spécialiser dans quelques secteurs d'activité, tout en étouffant les autres. Ainsi, l'industrie textile pourvoyeuse d'emplois a dû céder du terrain.

Si les investisseurs étrangers y ont trouvé leur intérêt, la bourgeoisie marocaine avec, à son sommet, la famille royale est la grande gagnante de l'intégration du Maroc au capitalisme mondial. Toute une bourgeoisie grande et moyenne a émergé, comptant quelques milliardaires et de nombreux millionnaires. Cette année, avec 7 500 grandes fortunes, le Maroc est le troisième pays d'Afrique pour les millionnaires, dont le nombre a connu une croissance de 40 % en dix ans !

La bourgeoisie marocaine est complètement acquise à Mohammed VI qui, en plus de défendre ses intérêts, l'implique en partie dans l'administration de l'État. Au sommet, le Premier ministre Aziz Akhannouch est la deuxième fortune du Maroc, patron du groupe Akwa qui s'arrote, grâce à Afriquia-Gaz et Maghreb-Oxygen, les secteurs des hydrocarbures ; Mostafa Terrab, PDG de l'Office chérifien des phosphates, est l'un des hommes les plus influents du continent ; Moulay Hafid Elalamy, ancien ministre de l'Industrie, est propriétaire du groupe Flinders. Tous ces « patrons de sa Majesté » profitent de leur position politique, et de leur proximité avec le palais royal pour s'enrichir.

MOHAMMED VI, GAGE DE STABILITÉ ET PIVOT DU CAPITALISME MAROCAIN

La stabilité dont fait preuve la monarchie, primordiale pour le climat des affaires, est souvent présentée comme étant liée à la personne du roi, qui serait dotée d'une autorité prenant racine dans un passé millénaire.

Pourtant, en 1956, au moment de l'indépendance, c'était loin d'être une évidence. C'est grâce au soutien de l'État français que Mohamed V s'imposa sur le trône, face à l'Istiqlal, le grand parti nationaliste bourgeois. En 1962, son fils Hassan II, pour assurer son autorité, mit en place une Constitution qui attribuait au roi le titre de « commandeur des croyants » et faisait de lui une « personne inviolable et sacrée », un brouillard mystique qui lui permettait de se placer au-dessus du jeu politique. Plus que sur son titre, Hassan II s'appuya sur un appareil de répression féroce pour écarter les opposants, écrasant deux tentatives de coup d'État militaire et les révoltes sociales qui jalonnèrent son règne.

En 1999, quand l'actuel roi Mohammed VI succéda à son père, Hassan II, il hérita non seulement d'une fortune immense qui faisait de lui l'homme le plus riche du pays, mais aussi d'une monarchie solidement établie, où la presque totalité des partis politiques et des syndicats avaient été matés ou domestiqués.

En réalité, le roi, censé partager le pouvoir avec le

gouvernement et composer avec le Parlement, concentre tous les pouvoirs. Il est le chef suprême des forces armées royales et nomme le Premier ministre. Son administration royale, appelée le Makhzen, a la main sur toutes les décisions importantes. On trouve parmi ses conseillers les chefs de la police et du contre-espionnage, qui l'informent de tout et ont une influence considérable. Ses pouvoirs politiques, ses prérogatives en matière de nomination dans les établissements étatiques, son contrôle sur les grands projets d'envergure au Maroc et en Afrique en ont fait le pivot du capitalisme marocain. Sa position permet aux sociétés qu'il contrôle de conquérir plus facilement les marchés, notamment publics. Son emprise sur l'économie marocaine se fait via sa holding, Al Mada, aux multiples ramifications. On compte, parmi ses 80 filiales, Attijariwafa Bank, le minier Managem, l'énergéticien Nareva, le spécialiste de la grande distribution Marjane, le cimentier Lafarge Maroc et le sidérurgiste Sonasid, ou encore le concessionnaire et équipementier automobile Optorg.

Avec une fortune personnelle estimée à sept milliards d'euros, Mohammed VI est la première fortune du pays, le premier propriétaire foncier et le premier opérateur économique. La famille royale a amassé une fortune considérable, notamment à travers son patrimoine immobilier au Maroc et à l'étranger. La presse française vient de révéler qu'elle cherche à vendre



Mohammed VI et le logo du fonds d'investissement, dont le principal actionnaire est la famille royale.

deux villas de luxe à Neuilly estimées à 30 millions, mais qu'elle conserve à Paris un patrimoine immobilier d'une valeur totale de 400 millions d'euros !

UNE OPPRESSION À L'ORIGINE DE NOMBREUSES RÉVOLTES

Le contraste est immense entre la richesse des classes privilégiées qui prospèrent autour de la monarchie et le quotidien de millions de prolétaires. En ce début d'année, la Coupe d'Afrique des nations de football, la CAN, a pu se tenir sans contestation et les caméras du monde entier, braquées sur des stades flambant neufs, ont pu projeter l'image d'un Maroc moderne, relayée en France par les médias complaisants. Mais à l'opposé, la révolte récente a jeté une lumière crue sur le quotidien de millions de prolétaires. Les trois quarts travaillent sans être déclarés, ne disposent d'aucune protection et touchent moins que les 289 euros du salaire minimum officiel, pour des patrons sans scrupule de l'agroalimentaire, de l'hôtellerie, du textile ou des mines.

Ces hommes et ces femmes luttent pour vivre et améliorer leurs conditions de vie et refusent la hogra, ce mépris profond qu'affichent les classes dirigeantes à leur égard. Les travailleurs et les militants qui ne se résignent pas à leur sort ne peuvent pas compter sur des directions syndicales inféodées au pouvoir. En 2019, les enseignants contractuels, qui ont mené une grève de plusieurs mois contre la précarité de leur statut, en ont fait l'expérience.

Mais régulièrement, à des degrés divers, la colère éclate. La révolte récente n'est que le énième vague d'une contestation qui secoue régulièrement le Maroc depuis le printemps arabe de 2010-2011. Les revendications exprimées aujourd'hui ne sont pas nouvelles, mais s'inscrivent dans la continuité de celles du Mouvement du 20 février en 2011, puis du Hirak du Rif en 2016-2017, et de celui du bassin minier de Jerafa en 2018.



Le 31 octobre 2016, après la mort de Mouhcine Fikri, des manifestants brandissent son portrait, à Al Hoceima, sur la côte méditerranéenne, dans le Rif.

2011, LE MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER PROPULSE LES ISLAMISTES

Partie de Tunisie, la vague de révoltes qui a touché l'ensemble des pays arabes en 2010-2011 avait mis des centaines de milliers de manifestants dans les rues marocaines. Le mouvement dénonçait les inégalités et la corruption, sous le slogan « Liberté, Dignité, Équité ». Les partis conservateurs et de gauche, qui avaient gouverné et participé à une politique dirigée contre les classes populaires, étaient discrédités. Les organisations qui réclamaient la fin de la monarchie étaient minoritaires, et dans l'ensemble le mouvement avait épargné le roi.

Mohammed VI put désamorcer la contestation en augmentant les salaires et les retraites et en concédant une réforme de la Constitution, par laquelle il s'engageait à nommer le chef du gouvernement au sein du parti ayant remporté les élections législatives. Cette concession lui permettait de conserver ses prérogatives, de tenir fermement les rênes du pouvoir et d'apparaître encore plus au-dessus du jeu politique.

Le PJD, Parti de la justice et du développement, parti islamico-conservateur lié aux Frères musulmans, qui faisait du social à travers ses

associations dans les quartiers populaires et n'avait jamais été au pouvoir, remporta les élections législatives de 2011 et celles de 2016. Mais après une décennie au gouvernement, le PJD s'est effondré lors des législatives de 2021. La population, qui s'était fiée à lui pour lutter contre les inégalités, le chômage, la corruption, a fini par être écœurée des coups qu'il lui portait et fait l'expérience que le PJD défendait les puissants.

Le PJD fut le maître d'œuvre de la répression du Hirak du Rif, en 2016-2017, un mouvement populaire né dans la ville d'Al-Hoceima, après que, Mouhcine Fikri, un jeune vendeur de poissons s'était retrouvé broyé par une benne à ordures, alors qu'il tentait de sauver 500 kilos d'espadon que lui avaient saisis les forces auxiliaires. Pendant des semaines, la population défia le pouvoir qui fit arrêter ses leaders, suscitant un élan de solidarité. À Rabat, des dizaines de milliers de personnes manifestèrent pour exiger leur libération. La répression monta d'un cran, décapitant le mouvement.

Le PJD s'est aussi attaqué aux retraites et a instauré la contractualisation dans la fonction publique. Il a diminué les dépenses publiques de « compensation », qui limitaient la hausse des prix des produits de première nécessité, et libéralisé les prix de l'énergie, ce qui a conduit à une hausse importante, estimée à

17 milliards d'euros, de la fortune d'Aziz Akhannouch. Et enfin, c'est le PJD qui porte la responsabilité de la signature des accords d'Abraham normalisant les relations avec Israël en échange de la reconnaissance par les États-Unis de la marocanité du Sahara occidental. Des accords largement décriés dans les manifestations de soutien à la Palestine.

Le PJD a ainsi fait le sale travail demandé par la monarchie, à laquelle il a obéi. Le PJD étant discrédité, Aziz Akhannouch fut propulsé par le roi. Candidat du parti libéral RNI, il sillonna le pays, mettant la santé et l'éducation au cœur de sa campagne. Il disposait d'un gros budget lui permettant d'entretenir une clientèle et de s'implanter localement, était omniprésent dans les médias, ce qui lui permit d'obtenir un succès aux élections législatives de 2021. Aujourd'hui, il est devenu à son tour le symbole d'un système corrompu sur lequel se cristallise une colère qui peut de nouveau exploser. Jouant son rôle de fusible, il vient d'annoncer qu'il renonce à la présidence du RNI,

ce qui revient à ne pas être à la tête du prochain gouvernement.

QUELLES PERSPECTIVES APRÈS LA RÉVOLTE DE LA GEN Z ?

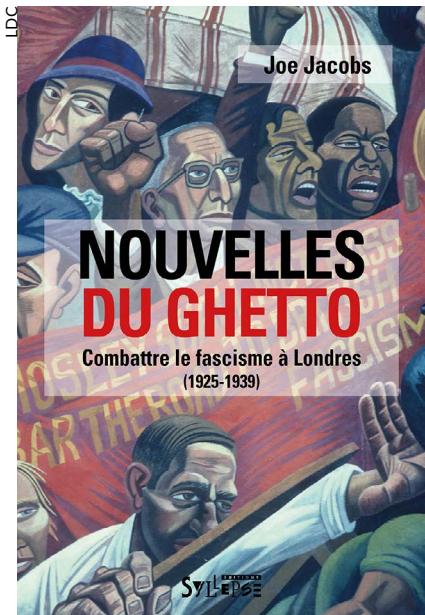
Face à la monarchie, il y a un vide politique. La plupart des partis politiques sont discrédités et rejetés. Du côté des islamistes, le mouvement Al Adl wal Ihsane (AWI), une association islamiste appelée aussi La Jamaâ, qui n'a jamais participé à un gouvernement, espère tirer parti de ce vide politique. Interdite mais tolérée, AWI, qui est aussi réactionnaire que le PJD et dispose d'un solide réseau militant et d'associations dans les milieux populaires, appelle au boycott des élections jusqu'à présent. Il semble qu'en vue des futures législatives de septembre 2026, elle pose des jalons pour devenir un parti.

À gauche, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le Parti du progrès et du socialisme (PPS, héritier du Parti communiste) sont discrédités par leur

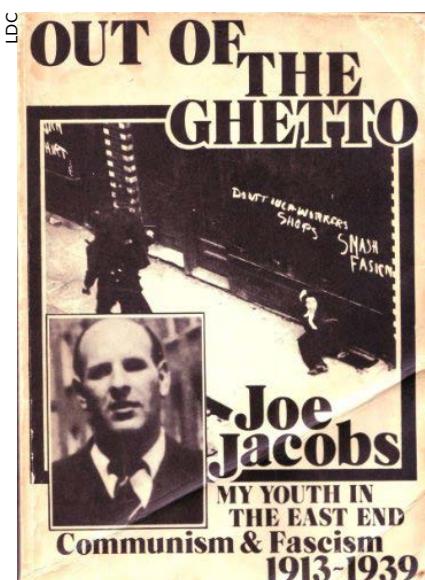
participation à diverses coalitions gouvernementales. Des formations minoritaires comme le Parti socialiste uniifié (PSU), la Fédération de la gauche démocratique (FGD) ou la Voie démocratique travailliste, tous plus ou moins issus des formations marxistes-léninistes qui militaient clandestinement sous Hassan II, prétendent incarner le changement, mais restent très faibles. Ces formations ont exprimé leur soutien aux manifestations de la Gen Z et dénoncé les arrestations. Le PSU et la FGD en appellent, au nom de la démocratie, à un changement constitutionnel qui réduirait les pouvoirs du monarque.

Reste que, quelle que soit la forme de la Constitution, en cette période de crise économique et de tensions guerrières, les gouvernements n'auront que des coups à distribuer à la population. Les inégalités scandaleuses, le gâchis du chômage, l'impasse du développement, imposent au contraire la défense, au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse, de la perspective communiste et révolutionnaire.

14 janvier 2026



Joe Jacobs, *Nouvelles du ghetto:* un militant communiste dans le Londres ouvrier de l'entre-deux-guerres



Les parents de Jacobs, Juifs russes fuyant les pogroms antisémites, s'étaient installés dans l'East End de Londres, ces quartiers où l'industrie de la confection surexploitait des milliers de travailleurs et où les dockers étaient nombreux. Souvent d'origine irlandaise, ils avaient par la grève paralysé le plus grand port du monde en 1889 et 1912. Jacobs grandit donc dans un milieu prolétarien politisé, qui devint un bastion du CPGB dans l'entre-deux-guerres.

À 14 ans, Jacobs participe à la grève générale de mai 1926. Il se rapproche des Jeunesses communistes, qui l'impressionnent par leur ténacité à vendre leur presse et tenir des réunions soir après soir au coin des rues. Le livre décrit avec chaleur les mille et une manières dont les militants du CPGB organisaient les gens autour d'eux. Jacobs, bientôt

Publié en français en 2022, le récit autobiographique de Joe Jacobs *Nouvelles du ghetto*, paru en anglais en 1978, un an après sa mort, offre un témoignage très vivant du quotidien des militants communistes britanniques pendant les années de la Grande Dépression. Lui qui adhéra au Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB) en 1933, à l'âge de 19 ans, en fut exclu en 1939 et son livre donne à voir le désarroi des militants face aux zigzags de leur direction stalinienne.

secrétaire d'une cellule du parti, mène aussi une activité syndicale dans la confection.

Suite au krach de Wall Street, le nombre de chômeurs en Grande-Bretagne culmine à 3 millions en 1933. Les militants communistes organisent alors des « marches de la faim » contre les coupes opérées dans les prestations sociales par le gouvernement travailliste (1929-1931), puis par son successeur, le « gouvernement national » (1931-1935), et se font pour ces actions arrêter par dizaines.

Des passages sont consacrés aux réunions organisées par le CPGB pour discuter de la situation en Palestine, où les Britanniques montaient les Juifs et les Arabes les uns contre les autres. « *En ce qui concerne les Juifs de l'East End*, écrit Jacobs, *beaucoup d'entre eux rejetaient totalement le sionisme* », notamment du fait de leurs traditions socialistes héritées du Bund polonais.

Ces mémoires font sentir le fossé croissant entre la direction du parti et ses militants. Suivant sans broncher chaque virage impulsé depuis Moscou par Staline, les dirigeants alimentent

la perplexité. Ainsi les communistes parvenus à des responsabilités syndicales, par souci de conciliation avec la bureaucratie des trade-unions, ne se distinguent guère des réformistes du Parti travailliste, et Jacobs peine à défendre leurs compromis avec le patronat auprès des travailleurs du rang.

Quand une Union britannique des fascistes (la BUF) est formée en Grande-Bretagne en 1932 par Oswald Mosley, le CPGB apparaît cependant comme le plus déterminé à lui tenir tête et bien des Juifs londoniens le rejoignent. Ainsi, pour répliquer aux attaques de la BUF contre les marchés juifs de l'East End, Jacobs et ses camarades sabotent un meeting de Mosley à Kensington. Des manifestations anti-fascistes drainent jusqu'à 150 000 personnes.

Le récit jette une lumière nouvelle sur la célèbre « bataille de Cable Street ». Le 4 octobre 1936, les chemises noires de Mosley avaient prévu de défilier à travers les quartiers juifs, et Jacobs révèle que le CPGB n'avait pas l'intention de s'y opposer. Ce jour-là, il avait prévu une manifestation

afin de collecter de l'argent pour les Républicains espagnols, car « *l'Espagne [était] plus importante que Mosley* ». En vérité, le CPGB, comme toutes les sections du Komintern, défendait alors la politique dite de Front populaire, et il n'était pas question d'inquiéter la bourgeoisie britannique par des batailles de rue.

Mais la détermination des habitants de l'East End à barrer la route aux fascistes contraint le comité central à se raviser. Jacobs dissipe donc le mythe d'une bataille de Cable Street voulue par le CPGB pour porter un coup fatal aux fascistes. Cet épisode dans la longue histoire de la lutte de la population locale contre le fascisme, Juifs, Irlandais et Britanniques confondus, aida Jacobs à comprendre que la direction du parti était déconnectée de la classe ouvrière qu'elle prétendait organiser.

Les passages sur la révolution espagnole font mesurer à la fois l'enthousiasme des travailleurs britanniques influencés par le CPGB et la volonté de sa direction de contenir l'élan dans des limites étroites. L'organe du parti, le *Daily Worker*, répétait en boucle que les travailleurs espagnols n'avaient « *pas pour objectif les soviets* », quitte à décevoir ceux qui avaient déjà quitté Londres pour Barcelone.

Le récit s'arrête fin 1936 et c'est la fille de Jacobs qui résume la suite : sa première expulsion du CPGB en 1939, sa réadmission

en 1950 puis une nouvelle expulsion en 1952. Il militera ensuite avec les trotskystes de la Socialist Labour League puis avec les anarchosyndicalistes de Solidarity. Selon ses propres dires, il ne retrouva jamais un cadre aussi bouillonnant que celui du CPGB de ses 20 ans, certes déformé par le stalinisme mais riche du dévouement de centaines de militants ouvriers.

Son ouvrage est un témoignage touffu mais fascinant sur une époque de forte politisation de la classe ouvrière de Grande-Bretagne. Le CPGB n'est jamais devenu un parti aussi influent que les partis

communistes français et italien ; et pas plus que ceux de ces deux partis, ses militants n'ont réussi à surmonter la dégénérescence stalinienne de leur direction. Ils n'en sont pas moins intervenus de manière significative dans la lutte des classes, jusqu'au début des années 1990, et ce texte donne une idée de ce qu'étaient les militants ouvriers qui le composaient à ses débuts.

12 janvier 2026
Joe Jacobs, *Nouvelles du ghetto. Combattre le fascisme à Londres (1925-1939)*. Traduit de l'anglais par Annie Gouilleux. Collection Des paroles en actes, Paris, Syllepse, 2022, 450 pages. 25 euros.



Les habitants barrent la route à des voitures de fascistes malgré les policiers qui essaient de les repousser.



Sur une barricade de Cable Street : «They shall not pass», ils ne passeront pas.

JEWISH MUSEUM LONDON

TOWER HAMLETS HISTORY LIBRARY

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse:
www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les États-Unis sous Trump: l'autoritarisme au service du grand capital

n° 182, 8 novembre 2025 – 3 €

Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 – 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 – 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1^{er} février 2025 – 3 €

Le système de santé, malade de la financiarisation

n° 178, 23 novembre 2024 – 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime

Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) – août 2023 – 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail

Accidents, décès, maladies professionnelles

Édité par Lutte ouvrière – 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

La prochaine fête de Lutte ouvrière,
à Presles (Val-d'Oise), aura lieu
les 23, 24 et 25 mai 2026



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique

Édité par Lutte ouvrière

Prix 15 €

lbc
les bons caractères

Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

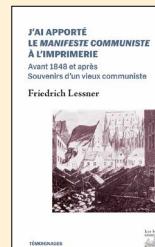
Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître

J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimerie Avant 1848 et après – Souvenirs d'un vieux communiste

Friedrich Lessner

Collection Témoignages – 144 pages
Prix de souscription (avant parution): 7 €
Prix public: 11 €



J'ai allumé le feu
Une grève, un collectif: Chausson 1975

Pierre Chaze

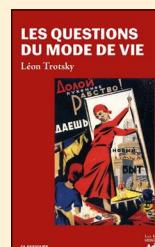
Collection Témoignages – 160 pages
Prix de souscription (avant parution): 7 €
Prix public: 11 €



Dernières parutions

Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky

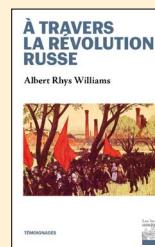
Collection Classiques – 13 €



À travers la Révolution russe

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages – 16 €



PUBLICITÉ

Lisez la presse révolutionnaire internationale !

AFRIQUE



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière – PAT
BP 20029 – 93501 Pantin Cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Internationalistische Kommunistische Vereinigung (trotskistisch)

Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Mensual trotskysta (Unión Comunista Internacionalista)

Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



0 014851 432538 >

ÉTATS-UNIS

THE SPARK

Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>

Class Struggle

Feb-Mar 2010
Issue No. 65
\$3.00

Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE

WORKERS' fight

"The emancipation of the working class will only be achieved by the working class itself" (Karl Marx)

Mensual
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org

Class Struggle

Oct-Dec 2009
n° 85
£1.50 - €2.20 - \$3.00

Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE – MARTINIQUE



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskiste)

Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélyane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R.
Organisation des Travailleurs Révolutionnaires
(Union Communiste Internationaliste)

Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE

L'Internazionale

PERIODICO COMUNISTA

Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement un an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE

Sınıf Mücadelesi

Aylık
İşçi gazetesi
05 Eylül 2009
Sayı: 135
Fiyatı: 1 YTL
BÜTÜN ÜLKELERİN İŞÇİLERİ, BİRLEŞİN!

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensual trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>